



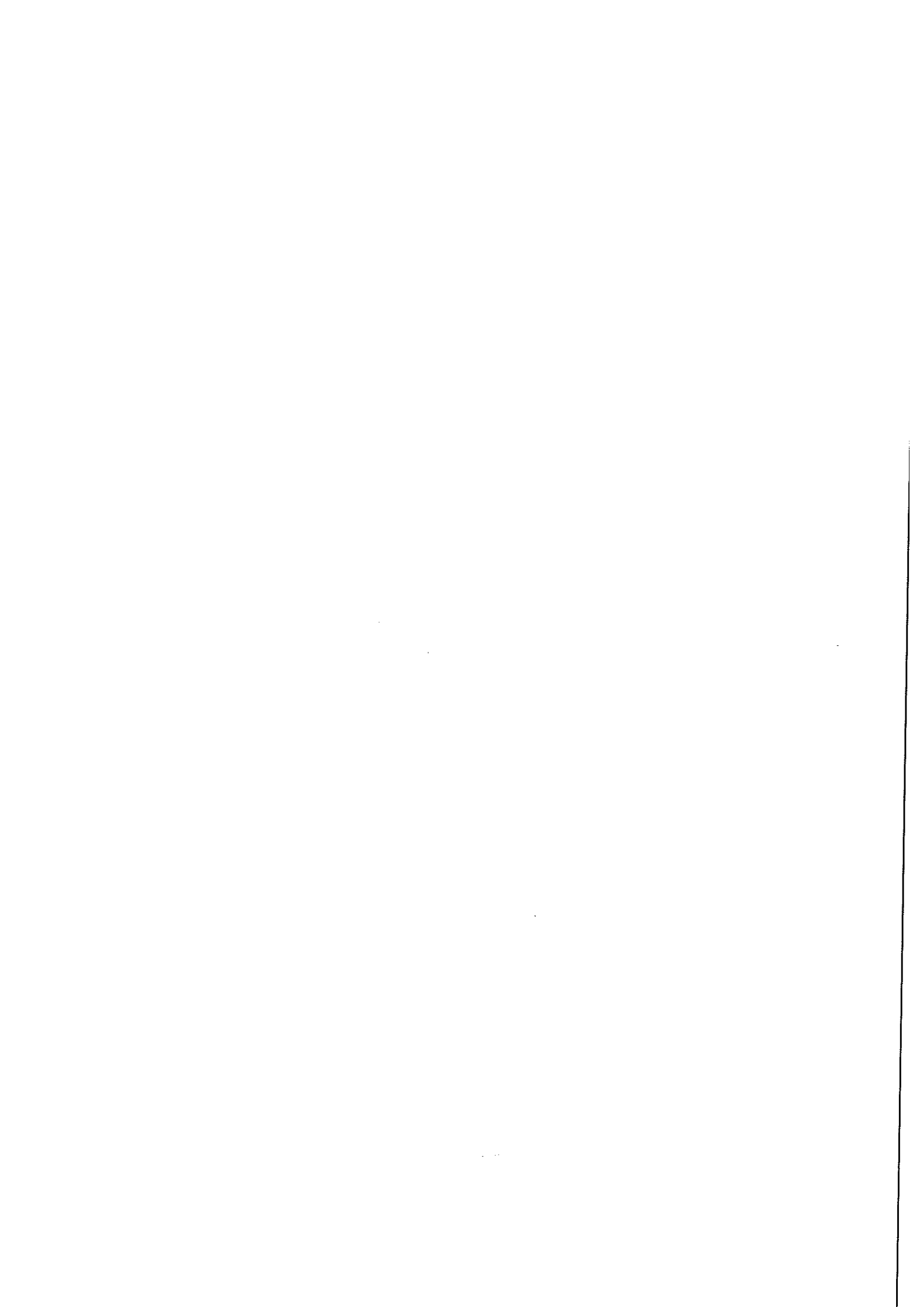
PREFET DE LA NIEVRE

## RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

spécial N° 10  
du 08 février 2016

Ce recueil est généré manuellement du fait de l'indisponibilité de territorial. Les actes seront remis en ligne ultérieurement sur le portail internet des services de l'Etat de la Nièvre.

<http://www.nievre.gouv.fr/>





Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA NIEVRE

## Sommaire du RAA spécial n° 10 du 08 février 2016

- Arrêté Suppléance-PREFET-JPC-15 portant suppléance du Préfet de la Nièvre
- Avis de la commission départementale d'aménagement commercial de la Nièvre pour création d'un drive deux pistes d'une surface totale de 91,06 m2 accolé au futur supermarché INTERMARCHE à DORNES
- Arrêté N° 2016-P-183 autorisant temporairement l'entreprise MALET à exploiter une centrale mobile d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de SAINT-PARIZE-LE-CHATEL (Nièvre)
  
- Arrêté N° ARSBFC/DOS/PSH/2016-054 fixant la composition nominative de la commission d'activité libérale du Centre Hospitalier de l'agglomération de Nevers (Nièvre)
  
- Arrêté N° 2016-DDT-183 bis mettant en demeure de réhabiliter le système de collecte des eaux usées de la commune de SAINT-LEGER-DES-VIGNES
- Arrêté N° 2016-DDT-184 relatif à la désignation du système particulier de traitement automatisé de la demande de logement locatif social
- récépissé de dépôt de dossier de déclaration concernant drainage de parcelles (42 HA) – commune de SAINCAIZE-MEAUXCE – dossier N°58-2015-00110
  
- Arrêté N° 2016-M-58-007 portant RN7 2X2 voies – basculement de circulation sur PS3 – communes de Saint-Parize-le-Châtel, Langeron et Saint-Pierre-le-Moûtier – réglementation temporaire de circulation
- Arrêté N° 2016-M-58-008 portant stationnement interdit et limitation de vitesse RN151 PR3+300 au PR4+000-commune de La Charité-sur-Loire – réglementation temporaire de circulation





PREFET DE LA NIEVRE

PREFECTURE  
SECRETARIAT GENERAL  
DIRECTION DU PILOTAGE  
INTERMINISTRIEL ET DES MOYENS  
Missions coordination interministérielle et  
politique de la ville

Affaire suivie par C. BOUCHOUX  
TEL. : 03.86.60.72.23  
Suppléance-PREFET-JPC-15

ARRETE

-----  
Portant suppléance du Préfet de la Nièvre

Le Préfet de la Nièvre  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 45 ;

VU le décret du 21 juillet 2014 portant nomination de M. Nicolas REGNY en qualité de sous-préfet de Clamecy ;

VU le décret du 10 octobre 2014 portant nomination de M. Jean-Pierre CONDEMINE en qualité de Préfet de la Nièvre ;

VU le décret du 15 juin 2015 portant nomination de M. Olivier BENOIST en qualité de Secrétaire Général de la préfecture de la Nièvre ;

CONSIDERANT les absences simultanées de M. Jean-Pierre CONDEMINE, Préfet de la Nièvre et de M. Olivier BENOIST, Secrétaire Général de la préfecture de la Nièvre du mardi 9 février 2016 à 17h00 au mercredi 10 février 2016 à 18h00 ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Nièvre.

- A R R Ê T E -

Article 1 :

M. Nicolas REGNY sous-préfet de Clamecy, est désigné pour assurer la suppléance du Préfet de la Nièvre du mardi 9 février 2016 à 17h00 au mercredi 10 février 2016 à 18h00.

Article 2 :

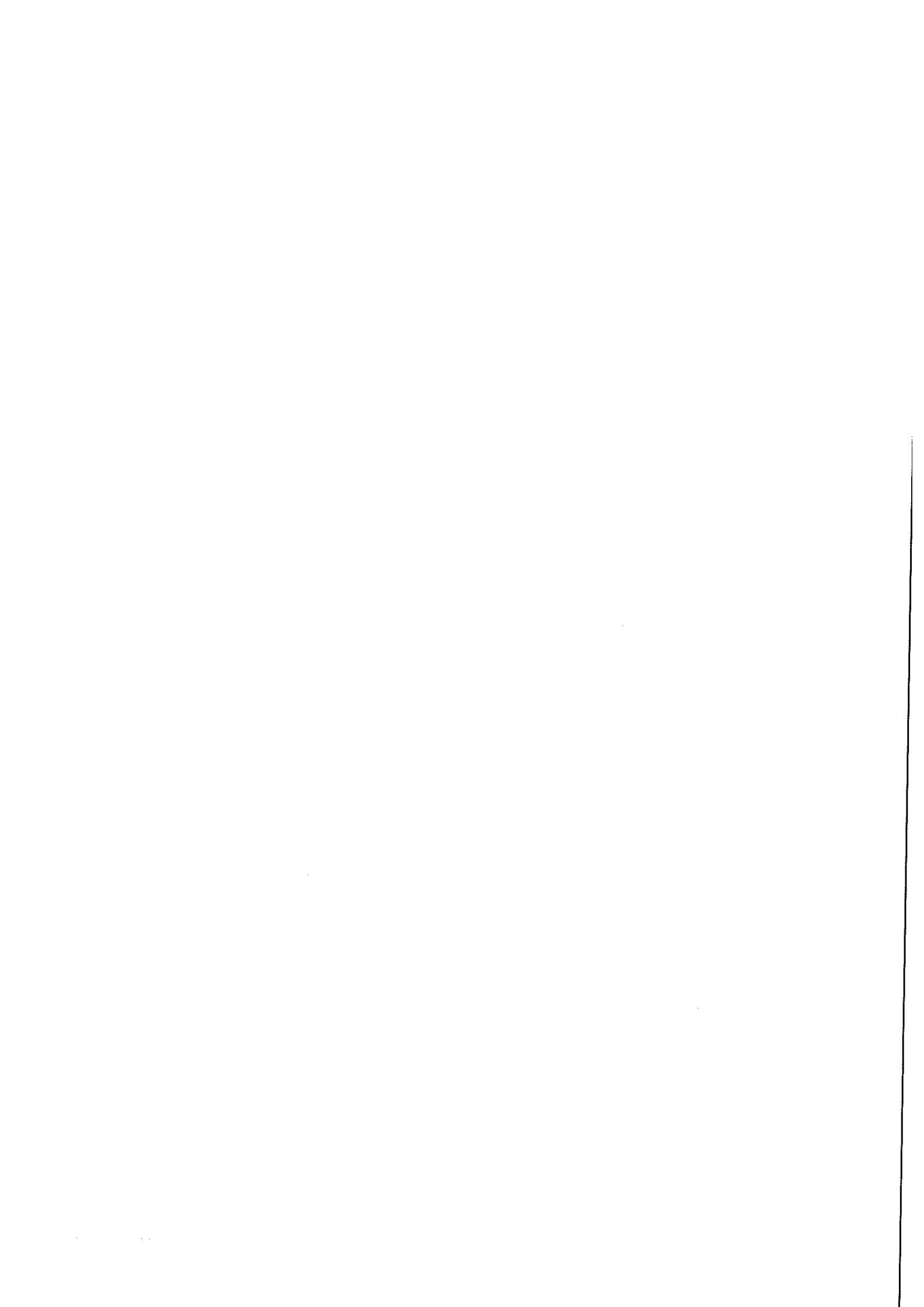
Le sous-préfet de Clamecy est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre.



Fait à Nevers, le  
Le Préfet,

08 FEV. 2016

Jean-Pierre CONDEMINE



PRÉFECTURE  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DIRECTION DU PILOTAGE INTERMINISTÉRIEL  
ET DES MOYENS

REPUBLIQUE FRANÇAISE

BUREAU d'APPUI AU DÉVELOPPEMENT  
Tél. 03 86 60 70 80  
Télécopie 03 86 60 72 51

SECRETARIAT CDAC  
Affaire suivie par M. Bellerose  
Tél. 03 86 60 72 55

**Avis de la commission départementale d'aménagement commercial de la Nièvre**  
-----  
**Création d'un drive deux pistes d'une surface totale de 91,06 m<sup>2</sup> accolé au futur  
supermarché Intermarché à Dornes**

La commission départementale d'aménagement commercial de la Nièvre,

aux termes du procès-verbal et de ses délibérations en date du 3 février 2016, prises sous la présidence de M. Olivier BENOIST, Secrétaire général de la préfecture de la Nièvre, M. le Préfet étant empêché ;

vu le code de commerce et notamment les articles L 750-1 à L 752-25 et R 751-1 à R 752-48 ;

vu le code de l'urbanisme ;

vu le code de la construction et de l'habitation ;

vu le code général des collectivités territoriales ;

vu le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

vu l'arrêté préfectoral n° 2015-P-240 du 10 avril 2015 portant organisation de la commission départementale d'aménagement commercial et désignation de ses membres au titre des représentants des élus et des personnes qualifiées ;

vu la demande d'autorisation d'exploitation commerciale enregistrée sous le n° 2015-06, le 17 décembre 2015, concernant la création d'un drive deux pistes d'une surface totale de 91,06 m<sup>2</sup> accolé au futur supermarché Intermarché à Dornes, présentée par la Sa Immobilière Européenne des Mousquetaires dans le cadre de la demande de permis de construire n° 058 104 15N 0014, déposé le 14 décembre 2015 en mairie de Dornes ;

vu l'arrêté préfectoral n° 2015-P-2273 du 30 décembre 2015 précisant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial de la Nièvre pour l'examen de la demande susvisée ;

vu le rapport d'instruction élaboré par la direction départementale des territoires ;

après qu'en ont délibéré les membres de la Commission, assistés de Mme Martine BAILLY, chargée de mission au bureau planification, développement des territoires et transports, représentant le directeur départemental des territoires ;

.../...

considérant que le projet, se situant à plus de 15 km d'une unité urbaine de plus de 15 000 habitants, n'est pas couvert par un schéma de cohérence territoriale (Scot) et n'est pas soumis à la demande de dérogation prévue à l'article L122-2 du code de l'urbanisme ;

considérant que le projet sera positionné dans une zone constructible pour l'implantation d'un supermarché tel que le prévoit la carte communale de Dornes approuvée le 14 avril 2010 et révisée le 23 septembre 2015 ;

considérant que l'emprise au sol des pistes du drive (69,06 m<sup>2</sup>) n'est pas significative par rapport à l'emprise globale du supermarché ;

considérant que les aires de stationnement sont au nombre de 79 dont 2 pour les personnes à mobilité réduite, 3 pour les familles et 2 pour la recharge des véhicules électriques ;

considérant que la desserte du site s'effectuera par la route départementale n° 13 avec un flux spécifique supplémentaire de véhicules dédié au drive de 15/20 véhicules par jour, dont l'impact sur le trafic de cette voie estimée à 1 516 véhicules sera assez faible ;

considérant que le projet n'aura pas un impact significatif sur l'environnement, l'auvent destiné au drive se situera en fond de parcelle et sera peu visible ;

considérant que le projet ne crée pas de nuisance supplémentaire en matière de consommation d'énergie, de trafic, bruits, odeurs, impact visuel ;

considérant que le projet sera équipé d'un séparateur d'hydrocarbures, récupérant et traitant les eaux de ruissellement du parking ;

considérant que le traitement des déchets est optimisé en utilisant notamment le fret retour pour assurer le transport des emballages secs ;

considérant que le dispositif commercial retenu a pour but d'améliorer le confort d'achat du consommateur en améliorant les équipements existants ainsi que la variété de l'offre,

considérant que la réalisation de ce drive répond à une demande de population active étant donné que les drives les plus proches sont tous à au moins 20 km ;

considérant que l'enseigne Intermarché soutient l'activité de plusieurs milliers d'agriculteurs et de petites et moyennes entreprises dans le cadre d'une charte sur l'ensemble de la France ;

considérant que le projet indique que les recrutements se feront en liaison avec l'agence locale de Pôle Emploi ;

**A émis un avis favorable**

à l'unanimité des 9 membres présents, à la demande d'autorisation d'exploitation commerciale de création d'un drive deux pistes d'une surface totale de 91,06 m<sup>2</sup> accolé au futur supermarché Intermarché à Dornes.

Ont voté pour un avis favorable :

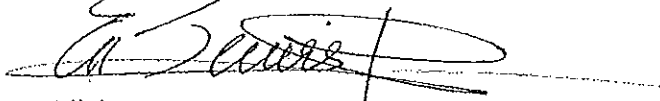
- M. Max CHAUSSIN, Maire de Dornes (58), commune d'implantation du projet,
- Mme Pierrette CONCILE, représentant M. le Maire de Nevers, commune la plus peuplée de l'arrondissement,



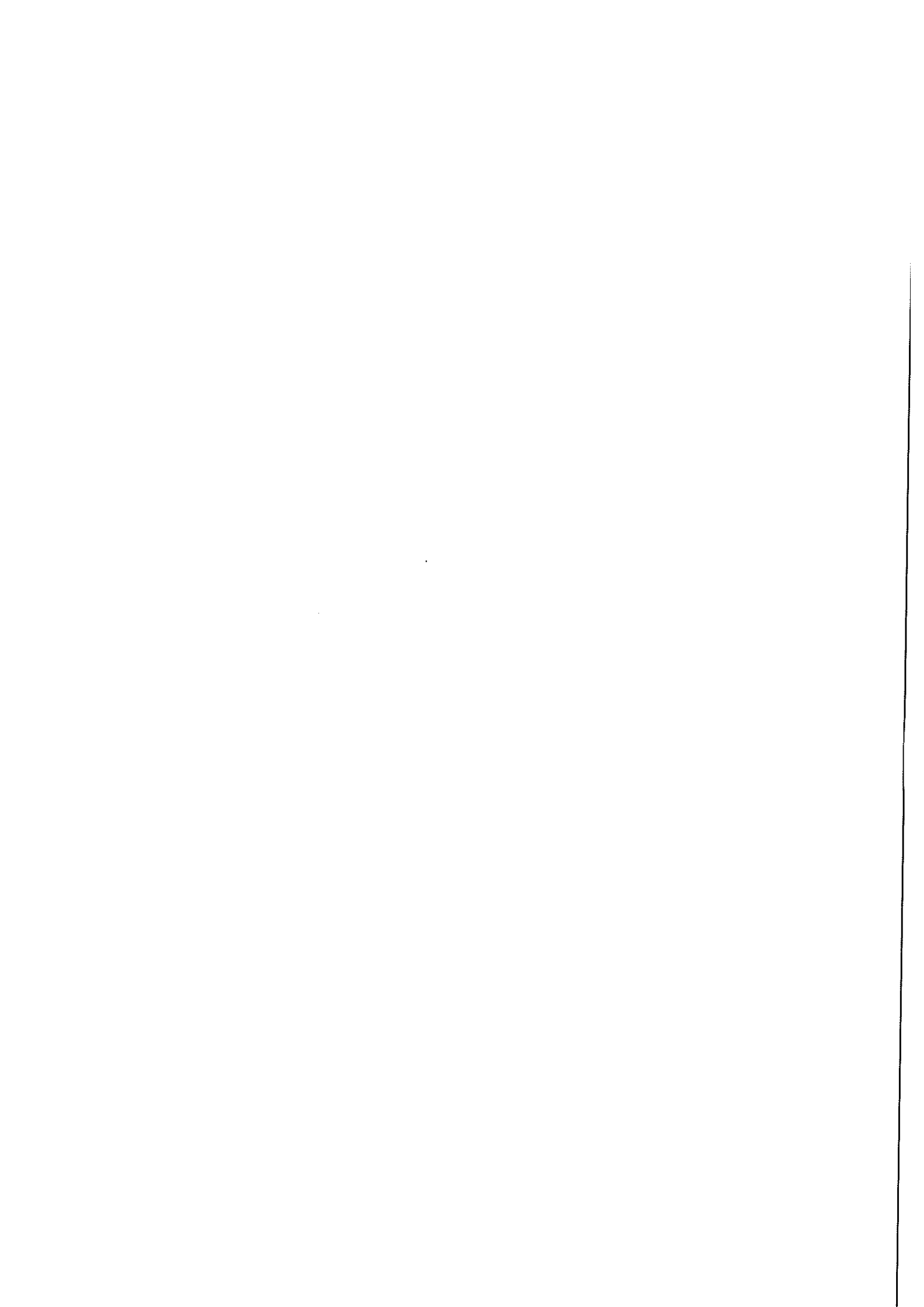
- M. Alain LASSUS, Maire de DECIZE, représentant les maires du département,
- Mme Marie-Thérèse JACQUARD, Maire de Trévol (03),
- M. Noël PRUGNAUD, Maire de Gennetines (03),
- Mme Annie MARIEN, personne qualifiée en matière de consommation et de protection des consommateurs au sein de la commission départementale d'aménagement commercial de la Nièvre,
- M. Frédéric BARBIER, personne qualifiée en matière de consommation et de protection des consommateurs au sein de la commission départementale d'aménagement commercial de la Nièvre,
- M. Christophe JOLY, personne qualifiée en matière de développement durable et d'aménagement du territoire au sein de la commission départementale d'aménagement commercial de la Nièvre,
- M. Jean-Pierre GOGUILLON, personne qualifiée en matière de consommation et de protection des consommateurs au sein de la commission départementale d'aménagement commercial de l'Allier,

Fait à Nevers, le 5 FEV, 2016

Le secrétaire général,  
Président de la commission départementale  
d'aménagement commercial



Olivier BENOIST





## PRÉFET DE LA NIÈVRE

### Préfecture de la Nièvre Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel  
et des moyens

Guichet unique ICPE  
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 46  
Télécopie : 03 86 60 72 51

2016- P- 183

### ARRÊTÉ

autorisant temporairement l'entreprise MALET à exploiter une centrale mobile d'enrobage à chaud de matériaux routiers sur le territoire de la commune de SAINT PARIZE LE CHATEL (Nièvre)

**Le Préfet de la Nièvre**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU le code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V et l'article R. 512-37,
- VU la nomenclature des installations classées définie à l'article R. 511-9 du code de l'environnement,
- VU la demande présentée le 9 octobre 2015 par l'entreprise MALET, dont le siège social est situé 30, avenue de Larrieu – 31081 TOULOUSE, en vue d'obtenir une autorisation temporaire d'exploiter une installation d'enrobage à chaud de matériaux routiers et d'une centrale de malaxage, sur le territoire de la commune de SAINT PARIZE LE CHATEL (Nièvre),
- VU le dossier déposé à l'appui de cette demande,
- VU l'avis en date du 23 octobre 2015 du préfet de la région Bourgogne, autorité environnementale dans le cadre de ce dossier,
- VU le rapport et les propositions en date du 20 octobre 2015 de l'inspection des installations classées,
- VU l'avis de mise à disposition du public du 17 au 31 octobre 2015 inclus, du dossier de demande d'autorisation et de l'avis de l'autorité environnementale,
- VU l'avis en date du 27 octobre 2015 du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu,
- VU le projet d'arrêté porté le 4 novembre 2015 à la connaissance du demandeur,
- VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet

**CONSIDÉRANT** que la demande d'autorisation susvisée, déposée par l'entreprise MALET, concerne des activités susceptibles d'être à l'origine d'impacts et de nuisances sur l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que la demande est déposée en application des dispositions prescrites à l'article R. 512-37 du code de l'environnement concernant les installations classées appelées à fonctionner pendant une durée limitée (autorisation pour une durée de six mois renouvelable une fois, sans enquête publique et sans consultation des services administratifs sur le projet),

**CONSIDÉRANT** que le dossier déposé par l'entreprise MALET est conforme, tant sur le fond que sur la forme, aux dispositions réglementaires requises, notamment à celles définies dans le titre premier du livre V, partie réglementaire du code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial, notamment en ce qui concerne les équipements et organisation permettant de prévenir les risques pour la santé du voisinage,

**CONSIDÉRANT** que le site d'implantation de l'entreprise MALET se trouve en bordure de la ZNIEFF de type II de la « forêt et étangs du Perray »,

**CONSIDÉRANT** que les mesures compensatoires proposées par l'exploitant, notamment en matière de pollution de l'eau, des sols, de l'air, de prévention des dangers et en matière de sécurité routière, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation et les modalités d'implantation, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, notamment la mise sur rétention de l'ensemble des stockages d'hydrocarbures, la captation et le traitement des poussières, le suivi de l'installation et l'asservissement de son fonctionnement à plusieurs dispositifs de sécurité permettant de limiter les inconvénients et dangers,

**CONSIDÉRANT** dans ces conditions que les dangers ou inconvénients des installations, tels que définis à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, peuvent être prévenus par des mesures spécifiques de nature à protéger l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

**ARRÊTE**

<b>TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	4
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	4
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	6
CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT.....	6
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	6
CHAPITRE 1.7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	7
CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	8
CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES RÉGLEMENTATIONS ET RÉQUISISITIONS.....	8
<b>TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>9</b>
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	9
CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	9
CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	9
CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	9
CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	10
CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	10
CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION.....	10
<b>TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>11</b>
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	11
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	12
<b>TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>13</b>
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	13
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	14
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	15
<b>TITRE 5 - DÉCHETS.....</b>	<b>17</b>
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	17
<b>TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>19</b>
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	19
CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	19
CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS.....	19
<b>TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>20</b>
CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES.....	20
CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	20
CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS.....	22
CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES.....	23
CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	24
CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	27
<b>TITRE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.....</b>	<b>28</b>
CHAPITRE 8.1 PROCÉDÉ DE CHAUFFAGE PAR FLUIDE CALOPORTEUR.....	28
CHAPITRE 8.2 ENTRETIEN ET UTILISATION DU GAMMA-DENSIMÈTRE.....	29
CHAPITRE 8.3 RÈGLES COMPLÉMENTAIRES.....	30
<b>TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>30</b>
CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE.....	30
CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE.....	31
CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	32
<b>TITRE 10 - MESURES EXÉCUTOIRES.....</b>	<b>32</b>
CHAPITRE 10.4 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS.....	32
CHAPITRE 10.5 PUBLICATION.....	33
CHAPITRE 10.6 NOTIFICATION.....	33

## TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'entreprise MALET, dont le siège social est situé 30, avenue de Larrieu - 31081 TOULOUSE, est autorisée, pendant la durée prescrite à l'article 1.4.1 suivant et sous réserve du strict respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT PARIZE LE CHATEL (Nièvre), une centrale mobile d'enrobage à chaud de matériaux routiers, pour une capacité maximale de production de 2 500 tonnes par jour, comprenant les installations détaillées dans les articles suivants.

#### ARTICLE 1.1.2. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

### CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubriques	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2521-1	Centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers	Poste d'enrobage mobile continu, d'une capacité nominale de 315 t/h à 5 % d'humidité des granulats et 140°C d'élévation des matériaux avec un brûleur fonctionnant au fioul lourd TBTS d'une puissance de 28 MW	A
2515-1	Mélange de cailloux et autres produits minéraux naturels. La puissance des machines concourant au fonctionnement étant supérieure à 550 kW	Deux groupes électrogènes d'une puissance de 945 kW, alimentant l'installation	A
1700 et 1716	Substances radioactives (utilisation et entreposage) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées : La valeur de Q est égale ou supérieur à 10 <sup>4</sup>	Un gamma-densimètre TX 3430 composé : Une source rayonnement gamma Césium 137 : 0,37 GBq Une source de neutrons Américium 241 Béryllium : 1,48 GBq soit un Q total de 1,85.10 <sup>5</sup>	A

Rubriques	Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques	Régime
4801-2	Dépôt aérien de matières bitumineuses fluides, la quantité emmagasinée étant supérieure à 50 t mais inférieure à 500 t	Une cuve horizontale cylindrique de 140 t de bitume, Une cuve horizontale cylindrique compartimentée comprenant 55 t de bitume, chacune Capacité totale : 250 t	D
2915-2	Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale des fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l	Volume de fluide caloporteur : 3500 l permettant le maintien du bitume en température. - PE > 218°C - température d'utilisation : 200°C maximum	D
2517-3	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques; la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	Aire de stockage des granulats et des agrégats d'enrobés, aménagée, d'une surface de 7 800 m <sup>2</sup>	D
4734-2-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : fuel lourd, FOD et GNR. Stockage en réservoirs aériens d'une capacité supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	Une cuve horizontale cylindrique contenant environ 45 tonnes de fuel lourd, Une cuve horizontale cylindrique contenant environ de 8 tonnes de FOD, Une cuve horizontale cylindrique contenant environ de 0,8 tonne de GNR.	D
2516-2	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés, tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillerisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents; la capacité de stockage étant comprise entre 5 000 m <sup>3</sup> et 25 000 m <sup>3</sup>	Un silo de stockage de filler d'une capacité de 50 m <sup>3</sup>	NC

\* : A (Autorisation), D (Déclaration) ou NC (Non Classé) ou C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement)

#### ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelle	Lieu-dit
SAINT PARIZE LE CHATEL	Section D n° 210	CHAMPS DES FAMILLES

#### ARTICLE 1.2.3. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprend l'ensemble des installations classées et connexes, suivant :

- des stockages d'agrégats avec manipulation par chargeuse,
- des trémies doseuses d'approvisionnement,

- un tambour sécheur d'agrégats avec brûleur au fuel lourd, captation des fumées et poussières, système de dépoussiérage à sec par filtre à manches et cheminée d'évacuation de 13 m de hauteur,
- des stockages d'agrégats,
- des stockages de bitume, de fuel lourd, de fuel domestique,
- une chaudière à huile fonctionnant au fuel domestique, l'huile servant de fluide caloporteur pour fluidiser et maintenir dans son état liquide le bitume,
- une cabine de commande,
- une cellule en béton (blockhaus) destinée à sécuriser l'entreposage de l'appareil de mesures portatif gamma-densimètre,
- un bloc base-vie (sanitaires, vestiaires, cuisine, bureau, atelier).

### CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

#### ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée maximale de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'autorisation peut être renouvelée une fois dans les conditions prévues à l'article R. 512-37 du code de l'environnement.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

### CHAPITRE 1.5 PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

#### ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

### CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

#### ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont



systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous le chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou de déclaration.

#### **ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant.

#### **ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ**

Dès l'arrêt de l'exploitation, des mesures de mise en sécurité du site sont engagées. Ces mesures comportent notamment :

- le démontage et l'évacuation du matériel et des stocks de matériaux éventuellement présents,
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- si nécessaire, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

À la fin du chantier, la plate-forme devra être remise en état et retrouvera un aspect identique à l'état initial, sauf accord entre les parties (propriétaire et exploitant), dans le cadre d'une utilisation similaire future. En final, les abords seront entièrement nettoyés.

En cas de pollution engendrée par l'exploitant sur les sols et sous sols et dans les eaux souterraines situées à l'aplomb du site, une réhabilitation est effectuée à sa charge afin que la zone polluée retrouve son état initial avant l'arrivée des installations.

### **CHAPITRE 1.7 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative de DIJON :

1. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### CHAPITRE 1.8 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
29/02/12	Arrêté du 29 décembre 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010, modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005, fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux
20/04/05	Arrêté du 20 avril 2005, pris en application du décret du 20 avril 2005, relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
30/06/05	Arrêté du 30 juin 2005, relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses
30/12/02	Arrêté du 30 décembre 2002, relatif au stockage de déchets dangereux
07/02/00	Arrêté du 7 février 2000 (économie, finances et industrie) abrogeant les arrêtés du 5 février 1975, relatif aux rendements minimaux des générateurs thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie
02/02/98	Arrêté du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion

### CHAPITRE 1.9 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

---

### CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement,
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées,
- prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

#### ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

#### ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

#### ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, etc., sont mis en place en tant que de besoin.

#### ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

### CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

## CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

### ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

### CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- la liste des signes et vérifications à effectuer périodiquement toutes les semaines, tous les mois et avant chaque mise en route de l'installation,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés mais, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités/échéances
Article 9.3.2.	Rapport de synthèse des mesures et analyses réalisées	Dans le mois suivant la réception des rapports d'analyses
Article 9.3.3.	Procès-verbal de conformité de l'installation aux dispositions du présent arrêté	Dans les 8 jours qui suivent le démarrage de l'installation

## TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

### CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments, au caractère des sites est interdite.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffusées, par la mise en œuvre de technologies propres, notamment l'utilisation de fuel lourd à très basse teneur en soufre (< 1 %), le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à :

- faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

#### ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

#### ARTICLE 3.1.3. ODEURS

L'émission dans l'atmosphère de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique est interdite.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toutes circonstances l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

#### ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses. En particulier :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement entretenues,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés), superficiellement stabilisés ou bâchés, et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs, ...).

### CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

#### ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Toutes les émissions gazeuses diffuses ou non doivent être captées, canalisées et respecter les principes fixés à l'article 3.1.1. ci-dessus. Il en est en particulier ainsi de celles captées et canalisées en vertu des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail.

Le point de rejet dans le milieu naturel est unique. Tout rejet non prévu au présent chapitre, ou non conforme à ses dispositions, est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches, ...).

L'ouvrage de rejet doit permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire d'une cheminée pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ce conduit est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les canalisations ou autres prises d'air avoisinantes. La forme du conduit, notamment dans sa partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Le contour du conduit ne présente pas de point anguleux et la variation de la section au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le conduit d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi doit être aménagé (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations, ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés, sont également consignés dans un registre.

#### ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Les gaz brûlés issus du tube sécheur malaxeur, après passage dans l'installation de dépoussiérage, sont raccordés au conduit d'évacuation.

#### ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Hauteur en m	Diamètre en m	Débit en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse min de réaction en m/s
13	1,35	120 750	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals).

#### ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS ET DES FLUX DE POLLUANTS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilos pascals) et à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous. Les mesures sont réalisées sur gaz humides.

Paramètres	Flux en kg/h	Concentration en mg/m <sup>3</sup>
Concentration en O <sub>2</sub> de référence		17%
Poussières	/	50
SO <sub>2</sub>	< 25	300
NO <sub>x</sub> (en équivalent NO <sub>2</sub> )	< 25	500
COVNM (Composés Organiques Volatils Non Méthaniques)	< 2	100

### TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

#### CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

##### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Le bloc base-vie est approvisionné par une citerne dont l'alimentation sera réalisée à partir du réseau public.

##### ARTICLE 4.1.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs.

### ARTICLE 4.1.3. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÈCHERESSE

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau du département de la Nièvre, qui définit les seuils d'alerte et de crise et les dispositions à adopter, s'appliquent.

Le cas échéant, l'arrosage des voies de circulation est interdit en cas de sécheresse.

## CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

### ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu ou non-conforme aux dispositions de l'article 4.3.1. est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les réseaux de collecte sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

### ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux est établi par l'exploitant et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

### ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de canalisations existants ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces canalisations, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

#### Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en



toutes circonstances localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

## **CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU**

### **ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales drainées sur les voies de circulation jusqu'à un bassin de décantation (via des fossés de collecte périphériques),
- les eaux susceptibles d'être polluées récupérées dans les rétentions,
- les eaux des installations sanitaires mobiles.

### **ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS**

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Un bassin étanche, d'une capacité suffisante, est aménagé afin de permettre la collecte des eaux pluviales drainées sur la plate-forme technique.

### **ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT**

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, ...), y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

### **ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Ce registre peut être informatique.

#### ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les eaux pluviales non polluées sont collectées par un fossé périphérique et évacuées dans un bassin de décantation.

#### ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

##### *Article 4.3.6.1. Conception*

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

##### *Article 4.3.6.2. Aménagement*

###### *4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements*

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons permettant la réalisation de mesures.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

###### *4.3.6.2.2 Section de mesure*

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### ARTICLE 4.3.7. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

#### ARTICLE 4.3.8. EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques feront l'objet d'une évacuation par une société agréée.

#### ARTICLE 4.3.9. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans le respect des valeurs fixées à l'article 4.3.10. ci-après.

Les eaux pluviales de l'aire de stockage des matériaux rejoindront les fossés périphériques via un déboureur séparateur d'hydrocarbures muni d'un obturateur automatique, puis d'un bassin de rétention suffisamment dimensionné. Celles résultant des zones plus à risques de l'installation (réservoirs de stockage de produits polluants, zone de dépotage) seront contenues par les bacs de rétentions associées et éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les eaux du bassin de décantation ne pourront être évacuées vers le milieu récepteur ou utilisées pour les arrosages internes qu'en l'absence de pollution caractérisée. Elles devront respecter les valeurs limites fixées à l'article 4.3.10. ci-après.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

#### ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

Les effluents rejetés par l'établissement de façon permanente ou occasionnelle, dans le milieu récepteur, doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- température  $\leq 30^{\circ}\text{C}$ ,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- hydrocarbures  $\leq 5 \text{ mg/l}$ ,
- MES totales  $\leq 50 \text{ mg/l}$ ,
- DBO<sub>5</sub>  $\leq 75 \text{ mg/l}$ ,
- DCO  $\leq 125 \text{ mg/l}$  sur effluent non décanté,
- Azote global  $\leq 15 \text{ mg/l}$ .

---

## TITRE 5 - DÉCHETS

---

### CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

#### ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

#### ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage, visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement, sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-196 à R. 543-201 du code de l'environnement.

**ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS**

Les déchets et résidus produits entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

**ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

**ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT**

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif) est interdite.

**ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT**

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005, relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R. 541-50 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement, relatifs au transport par route, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT**

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets	Codes des déchets	Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
Non dangereux	20 01 01 20 01 02 20 01 39 20 01 08	DIB (papier, gobelets ...)	Un container de 200 litres
Non dangereux	16 03 04	Rebuts de fabrication	50 tonnes
Dangereux	13 03 07* 13 02 06* 13 01 10*	Huiles isolantes et fluides caloporteurs Huiles moteurs Huiles hydrauliques	Évacuation après chaque réparation ne pouvant être effectuée hors du site
Dangereux	15 02 02*	Chiffons souillés	10 kg

**ARTICLE 5.1.8. EMBALLAGES INDUSTRIELS**

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 et R. 543-74 du code de l'environnement, portant application des articles L. 541-1 et suivants du code de l'environnement, relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatifs, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

## TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

### CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE 6.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solide, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V - titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

Des aménagements ou dispositions particuliers sont mis en œuvre afin de limiter les émissions sonores.

#### ARTICLE 6.1.2. VÉHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Les alarmes de recul des engins de chantier doivent être d'un modèle homologué. Leurs conditions d'installation et leur fonctionnement doivent satisfaire aux prescriptions fixées par le code du travail en la matière. En cas d'utilisation d'avertisseurs sonores, ceux-ci sont à fréquences mélangées.

#### ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...), gênant pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### CHAPITRE 6.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

#### ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi qu'aux dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus.

En limite de propriété, le niveau acoustique admissible ne doit pas excéder 70 dB(A) pour la période dite de jour, l'établissement ne comportant aucune activité nocturne.

### CHAPITRE 6.3 VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles, ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis, seront déterminés suivant les spécifications des

règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

## TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 7.1 CARACTÉRISATION DES RISQUES

#### ARTICLE 7.1.1. INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

#### ARTICLE 7.1.2. ZONAGE INTERNE À L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant identifie les zones de l'établissement, susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### CHAPITRE 7.2 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

#### ARTICLE 7.2.1. ACCÈS ET CIRCULATION À L'INTÉRIEUR DE LA CARRIÈRE

L'exploitant devra respecter les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de la carrière de MOIRY, à savoir :

- à l'entrée et à la sortie ainsi qu'au niveau des zones piétonnes, la vitesse des véhicules sera limitée à 20 km/h,
- sur le reste du parcours, la vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h.

Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Un plan de circulation régit les accès et les sorties empruntés par les véhicules poids lourds à l'intérieur de la carrière. Des panneaux de signalisation seront apposés le long des voies de circulation à intervalle régulier afin de rappeler les règles applicables en la matière.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

La plate-forme technique est efficacement clôturée sur la totalité de sa périphérie.

##### Article 7.2.1.1. Contrôle des accès

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations ; cette interdiction est rappelée à intervalle régulier sur la clôture de la plate-forme technique précitée à l'aide de panneaux adaptés

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

#### **ARTICLE 7.2.2. BASSIN DE DÉCANTATION**

Le bassin de décantation, utilisé pour la collecte des eaux pluviales du site, est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Celui-ci est équipé d'une échelle graduée permettant de matérialiser en permanence le niveau d'eau présent.

Une bouée de sauvetage est maintenue en permanence à disposition des personnels dans l'enceinte clôturée de ce bassin.

Une interdiction d'accès doit être affichée en permanence sur chaque côté de la clôture.

L'autorisation d'accès ne peut être accordée qu'à des personnes habilitées sachant nager.

#### **ARTICLE 7.2.3. BÂTIMENTS ET LOCAUX**

La salle de contrôle et les locaux, dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation, sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, d'incendie et d'explosion.

#### **ARTICLE 7.2.4. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE**

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances suffisamment éloignés des matières inflammables entreposées pour éviter leur échauffement.

##### **Article 7.2.4.1. Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables, et notamment les réservoirs susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques, sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

#### **ARTICLE 7.2.5. PROTECTION CONTRE LA Foudre**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

#### ARTICLE 7.2.6. CHAUFFERIE

Le maintien à l'état fluidisé du bitume et du fuel lourd destiné à alimenter le brûleur principal du tambour sécheur/malaxeur est assuré par circulation d'huile en circuit fermé dans des canalisations étanches.

Le réchauffage de l'huile est assuré par une chaudière annexe avec brûleur à flamme, incorporée à l'enveloppe de la citerne principale contenant le bitume.

À l'extérieur de la chaufferie, sont installés :

- une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible,
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible,
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

### CHAPITRE 7.3 GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES POUVANT PRÉSENTER DES DANGERS

#### ARTICLE 7.3.1. CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien, ...), font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt,
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu »,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, obturation des canalisations d'évacuation notamment),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Les consignes ou modes opératoires définissent : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien, de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.

#### ARTICLE 7.3.2. INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

#### ARTICLE 7.3.3. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.



Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

#### **ARTICLE 7.3.4. TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE**

Tous les travaux d'extension, de modification ou de maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique, sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

##### **Article 7.3.4.1. « Permis d'intervention » ou « permis de feu »**

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et, éventuellement, d'un « permis de feu », et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et, éventuellement, le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et, éventuellement, le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux, et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

### **CHAPITRE 7.4 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES**

#### **ARTICLE 7.4.1. LISTE DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES**

L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte.

Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

#### **ARTICLE 7.4.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SUR DES PROCÉDÉS**

L'exploitant établit, sous sa responsabilité, les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

#### **ARTICLE 7.4.3. GESTION DES ANOMALIES ET DÉFAILLANCES DE MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES**

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue, selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées,
- et donner lieu, dans les meilleurs délais, à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

#### **ARTICLE 7.4.4. SURVEILLANCE ET DÉTECTION DES ZONES POUVANT ÊTRE À L'ORIGINE DE RISQUES**

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers et, le cas échéant, en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec report d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection.

La remise en service d'une installation, arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

### **CHAPITRE 7.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

#### **ARTICLE 7.5.1. ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation et, plus généralement, aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 7.5.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES**

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent, de manière très lisible, la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole

de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

#### ARTICLE 7.5.3. RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égoutures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée compte tenu, en particulier, de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Les orifices de remplissage sont situés à l'intérieur des rétentions.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant, notamment, les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits, considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

#### ARTICLE 7.5.4. RÉSERVOIRS

L'étanchéité des réservoirs, associés à la rétention, doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse et, qu'en cas de surpression accidentelle, il ne se produise aucune déchirure du métal.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit

d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du produit contenu.

Sur chaque canalisation de remplissage, et à proximité de l'orifice, sont mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir et la nature du produit contenu dans le réservoir.

Ces derniers sont équipés de tubes d'évents fixes, ne comportant ni vanne ni obturateur. Ces orifices doivent déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils doivent être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

#### **ARTICLE 7.5.5. RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 7.5.6. STOCKAGE SUR LES LIEUX D'EMPLOI**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis, considérés comme des substances ou des préparations dangereuses, sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers, au minimum techniques, permettant leur fonctionnement normal.

#### **ARTICLE 7.5.7. TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

En particulier, le transfert de produit dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectue suivant des parcours bien déterminés et fait l'objet de consignes et précautions particulières (arrimage, signalisation, vitesse réduite, ...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

#### **ARTICLE 7.5.8. ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES**

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

## CHAPITRE 7.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

### ARTICLE 7.6.1. GÉNÉRALITÉS

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

### ARTICLE 7.6.2. ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 7.6.3. PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant aux gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

### ARTICLE 7.6.4. MOYENS

L'exploitant dispose *a minima* :

- d'une réserve d'eau suffisante,
- des extincteurs, en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et, notamment, à proximité des dépôts de matières combustibles et du poste de déchargement des produits,
- d'un système de détection automatique qui provoque l'arrêt systématique de l'alimentation en énergie dès que la température des gaz de combustion en entrée ou en sortie du filtre atteint 185°C,
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

### ARTICLE 7.6.5. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et, notamment, les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

## TITRE 8 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

### CHAPITRE 8.1 PROCÉDÉ DE CHAUFFAGE PAR FLUIDE CALOPORTEUR

#### ARTICLE 8.1.1. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT

Le maintien à l'état fluidisé du fuel lourd et du bitume est assuré par réchauffage à l'aide d'huile circulant en circuit fermé dans des canalisations étanches.

La chaudière de réchauffage de l'huile, fonctionnant avec brûleur à flamme, est intégrée à l'enveloppe de la citerne de bitume sous les conditions suivantes :

- l'ensemble chaudière dans lequel se trouve la flamme et le serpentín d'huile à réchauffer doit être inclus dans sa partie intégrée à la citerne de bitume, dans une enveloppe étanche à double paroi,
- les parois, intérieure et extérieure de l'enveloppe, doivent être résistantes, incombustibles, non susceptibles de déformation, fissuration, percement, érosion, décollement,
- la température régnant dans l'intervalle de la double paroi ne doit pas excéder 80°C,
- la tenue de ces parois doit pouvoir être vérifiée. Leur conception doit être telle que cette vérification soit simple, rapide, efficace.

Des dispositifs de sécurité sont disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

Un dispositif approprié permet à tout moment de s'assurer que la quantité du liquide contenu est convenable.

Un dispositif automatique de sûreté empêche la mise en chauffage ou assure l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service sont insuffisants.

Au point le plus bas des installations, doit être aménagé un système de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide caloporteur en cas de fuite constatée en un point quelconque des circuits. L'ouverture de la vanne de vidange doit interrompre automatiquement le système de chauffe.

Une canalisation métallique permet de transférer par gravité le liquide jusqu'à un réservoir de capacité convenable, entièrement clos et comportant un tuyau d'évent. Ce tuyau doit permettre l'évacuation facile de l'air et des vapeurs. Son extrémité est protégée contre la pluie et garnie d'une toile métallique.

Un dispositif thermoélectrique permet de contrôler à chaque instant la température maximum du liquide transmetteur de chaleur.

Un dispositif thermostatique permet de maintenir entre les limites convenables la température maximum du fluide transmetteur de chaleur.

Un second dispositif automatique de sûreté indépendant du thermomètre et du thermostat précédents permet d'actionner un signal d'alerte sonore et lumineux au cas où la température maximum du liquide caloporteur dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat.

## CHAPITRE 8.2 ENTREPOSAGE ET UTILISATION DU GAMMA-DENSIMÈTRE

### ARTICLE 8.2.1. PROTECTION DU LOCAL D'ENTREPOSAGE CONTRE LE RISQUE Foudre

La cellule d'entreposage de l'appareil de mesures portatif gamma-densimètre fait l'objet d'une protection appropriée contre le risque foudre pouvant être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité de l'appareil. L'exploitant applique les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées.

### ARTICLE 8.2.2. FORMATION DU PERSONNEL

Le chef d'établissement s'assurera que les personnes amenées à manipuler les sources radioactives, les appareils en contenant, ont été préalablement formées à ces manipulations, qu'elles sont le cas échéant titulaires des diplômes requis et qu'elles ont connaissance des dispositions :

- destinées au respect de la présente autorisation,
- visant à assurer leur radioprotection et celle des personnes présentes à proximité,
- à prendre en cas de situation anormale.

### ARTICLE 8.2.3. CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Les consignes de sécurité sont vérifiées par la personne compétente en radioprotection et doivent être affichées dans tous les lieux où sont détenues ou utilisées les sources radioactives, appareils en contenant. Ces consignes sont mises à jour autant que de besoin.

### ARTICLE 8.2.4. RAPPORT DE CONTRÔLE

Toute non-conformité mise en évidence lors des contrôles de radioprotection prévus par le code de la santé publique et le code du travail fait l'objet d'un traitement formalisé (correction, date de réalisation de la mesure associée).

### ARTICLE 8.2.5. ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS EN RADIOPROTECTION

Tout événement significatif en radioprotection (tel que défini dans le *guide relatif aux modalités de déclaration et à la codification des critères relatifs aux événements significatifs dans le domaine de la radioprotection hors installations nucléaires de base et transports de matières radioactives, disponible notamment sur le site Internet de l'ASN*) doit faire l'objet d'une déclaration dans les conditions définies dans ledit guide. La déclaration est réalisée auprès de l'ASN (autorité de sûreté nucléaire), de la préfète de la Nièvre et de l'inspection des installations classées.

Les événements qui n'entrent pas dans le champ des critères de déclaration sont recensés et analysés par le responsable de l'activité.

En cas de situation d'urgence, l'ASN peut être contactée (24h/24) au numéro vert suivant : 0800.804.135.

### ARTICLE 8.2.6. DISPOSITIONS RELATIVES AUX APPAREILS CONTENANT DES SOURCES RADIOACTIVES

Les appareils émettant des rayonnements ionisants sont utilisés conformément aux instructions du fabricant. Ils sont maintenus en bon état de fonctionnement. Est interdite toute modification de l'appareil qui conduirait à dégrader les caractéristiques en matière de radioprotection. En particulier, l'altération des dispositifs de sécurité ou toute modification compromettant leur efficacité est interdite.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. Son utilisation est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que son bon fonctionnement ait été vérifié. La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre présentant :

- les références de l'appareil concerné,
- la date de découverte de la défectuosité,

- une description de la défectuosité, des réparations effectuées, l'identification de l'entreprise/organisme qui les a accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil et l'identification de l'entreprise/organisme qui l'a réalisée.

#### **ARTICLE 8.2.7. PRÉVENTION DU RISQUE INCENDIE**

Le local d'entreposage de l'appareil contenant les sources radioactives est équipé de moyens d'extinction appropriés permettant une intervention rapide et efficace dès le début d'un incendie. Ces moyens d'intervention contre l'incendie sont suffisamment dimensionnés, sous la responsabilité de l'exploitant.

Le personnel utilisant l'appareil est formé à la manipulation des moyens d'extinction mis à disposition sur le chantier.

#### **ARTICLE 8.2.8. PRÉVENTION DU RISQUE VOL**

L'appareil contenant les sources radioactives est entreposé sous clé en dehors de toute utilisation. Si besoin, l'exploitant fait appel à une société de gardiennage et/ou met en œuvre une surveillance du chantier à distance (alarmes reportées, vidéosurveillance, etc.).

#### **ARTICLE 8.2.9. UTILISATION SUR CHANTIER**

L'appareil contenant les sources radioactives fait l'objet d'une surveillance permanente sur le chantier, il est rangé dès la fin de sa manipulation dans le but de prévenir son écrasement et/ou sa dégradation par un engin de chantier.

### **CHAPITRE 8.3 RÈGLES COMPLÉMENTAIRES**

#### **ARTICLE 8.3.1. PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA FAUNE ET LA FLORE LOCALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions qui s'imposent afin de ne pas perturber, ni porter atteinte à la faune et à la flore proches des installations, et notamment aux espèces les plus sensibles répertoriées sur la ZNIEFF de type II de la « forêt et étangs du Perray », localisées en bordure du site.

---

## **TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS**

---

### **CHAPITRE 9.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

#### **ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.



## CHAPITRE 9.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

### ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

#### *Article 9.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques*

##### *9.2.1.1.1 Contrôle*

Le fonctionnement du dépoussiéreur doit être contrôlé de façon continue. Tous les justificatifs de ce contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### *9.2.1.1.2 Analyses et mesures*

Annuellement, ou à la demande de l'inspection des installations classées, il est procédé à des prélèvements d'échantillons gazeux et à leur analyse.

Un contrôle est réalisé dans le mois qui suit le démarrage de l'installation ; en cas de fourniture de résultats de contrôle datant de moins de six mois par rapport au démarrage de l'installation sur le site de la carrière de MOIRY à SAINT PARIZE LE CHATEL cette disposition pourra être revue et au besoin aménagée par l'inspection des installations classées.

Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

Ces prélèvements et analyses doivent être effectués par un organisme soumis à l'approbation préalable de l'inspection des installations classées. Les mesures portent *a minima* sur les paramètres définis à l'article 3.2.4. ci-dessus.

### ARTICLE 9.2.2. AUTO SURVEILLANCE EAU

Aucun prélèvement d'eau n'est autorisé au niveau de la plate-forme, la centrale d'enrobage n'ayant pas besoin d'apport en eau pour son fonctionnement.

### ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

#### *Article 9.2.3.1. Mesures périodiques*

Indépendamment des autres contrôles, l'inspection des installations classées pourra demander, une mesure de la situation acoustique dans le mois suivant la mise en service des installations par un organisme ou une personne qualifié.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

## CHAPITRE 9.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

### ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 9.2, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

### ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit, avant la fin de chaque mois calendaire, un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 9.2 du mois précédent. Ce rapport traite au minimum

de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier, cause et ampleur des écarts), et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance, ...) ainsi que de leur efficacité.

Ce rapport, ainsi que les résultats des mesures réalisées, sont transmis dans le mois qui suit leur réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de tous commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

#### **Article 9.3.3. CONFORMITÉ DE L'INSTALLATION**

Avant mise en service de l'installation, l'exploitant fera établir un procès-verbal de conformité au présent arrêté. Ce document sera remis à l'inspection des installations classées dans les 10 jours qui suivent le démarrage de l'installation.

---

## **TITRE 10 - MESURES EXÉCUTOIRES**

---

### **CHAPITRE 10.1**

Les conditions ainsi fixées ne peuvent en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs (notamment au titre III, livre II du code du travail), ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but par l'inspection du travail chargée de l'application du présent titre.

### **CHAPITRE 10.2**

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cessera d'avoir effet dans le cas où il s'écoulerait, à compter du jour de sa notification, un délai de trois ans avant la mise en activité de l'établissement ou une interruption de deux années consécutives de son exploitation, sauf le cas de force majeure.

### **CHAPITRE 10.3**

Faute par le pétitionnaire de se conformer aux conditions indiquées dans le présent arrêté et à celles qui pourraient lui être imposées par la suite, la présente autorisation pourra être suspendue.

### **CHAPITRE 10.4 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

L'exploitant peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

À l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit être alors introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse de la part de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Le délai de recours d'un tiers est de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

### **CHAPITRE 10.5 PUBLICATION**

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de SAINT PARIZE LE CHATEL pendant une durée minimum d'un mois.

Une copie de l'arrêté sera conservée aux archives de la mairie et pourra être consultée, sans frais, par des personnes intéressées.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces deux formalités sera adressé par le maire de SAINT PARIZE LE CHATEL et renvoyé à la préfecture de la Nièvre (direction du pilotage interministériel et des moyens – guichet unique ICPE – Pôle enquêtes publiques).

Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux.

#### CHAPITRE 10.6 NOTIFICATION

Une copie du présent arrêté, notifié par la voie administrative à M. le directeur de l'entreprise MALET, chargé d'afficher en permanence et de façon visible dans l'installation un extrait de cet arrêté, sera adressée à :


- M. le Secrétaire Général de la préfecture,
- M. le Maire de SAINT PARIZE LE CHATEL,
- M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne – Franche-Comté,
- M. le Lieutenant-Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Nièvre,
- M. le Directeur départemental des territoires,
- M. le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
- M. le Délégué territorial de Nevers de l'agence régionale de santé de Bourgogne,
- M. le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Nièvre,
- M. le Chef du service Interministériel de défense et de protection civile de la Nièvre,
- M. le Responsable des subdivisions environnement de la Nièvre, unité départementale Nièvre, DREAL Bourgogne – Franche-Comté,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

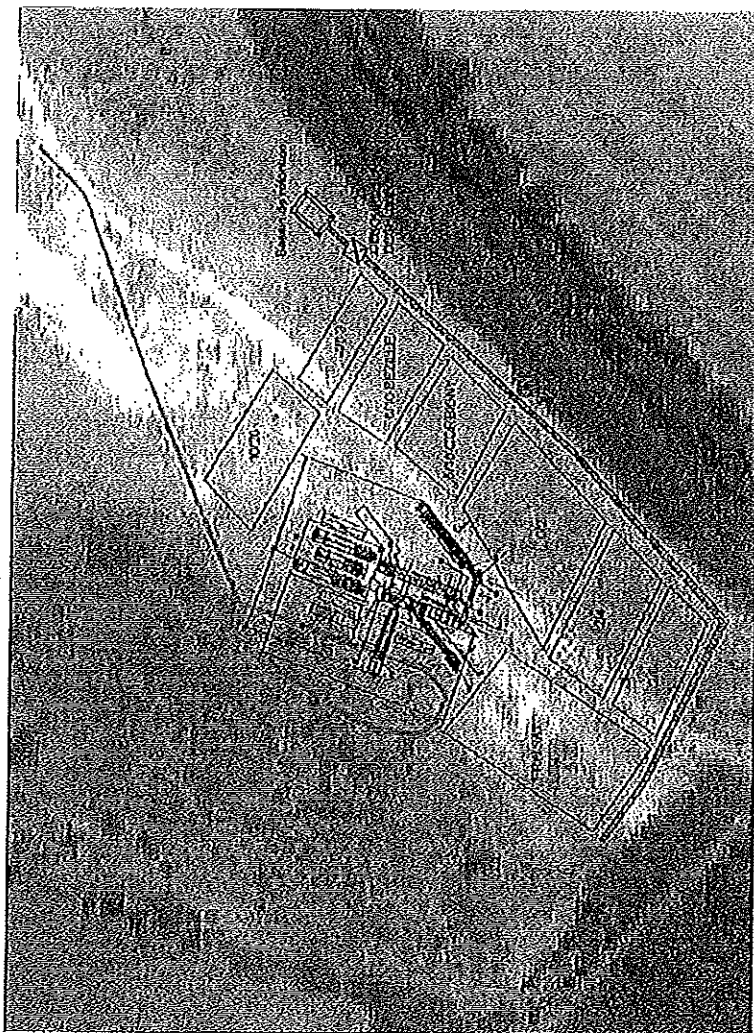
Fait à NEVERS, le 03 FEV. 2016

Le Préfet

*! Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général*

  
Olivier BENOIST

PLAN DES INSTALLATIONS



Arrêté : ARSBFC/DOS/PSH/2016-054

**Arrêté fixant la composition nominative de la commission d'activité libérale  
du Centre hospitalier de l'agglomération de Nevers (Nièvre)**

**Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne-Franche-Comté,**

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L 6154-1 à L 6154-7, R 6154-1 à R 6154-14, D 6154-10-1 à D 6154-10-3, et D 6154-15 à D 6154-17 ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des directeurs généraux des agences régionales de santé ;

Vu la décision n° 2016-001 portant organisation de l'ARS Bourgogne-Franche-Comté en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

Vu la décision n° 2016-002 portant nomination de l'équipe d'encadrement de l'ARS de Bourgogne-Franche-Comté en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 ;

Vu la décision n° 2016-003 en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Bourgogne-Franche-Comté ;

Vu le courrier du 25 février 2015 de la caisse primaire d'assurance maladie,

Vu la correspondance du 12 mars 2015 du conseil départemental de l'ordre des médecins de la Nièvre,

Vu l'extrait de compte-rendu de la commission médicale de l'établissement du 23 avril 2015,

Vu la délibération n° 15/13 du conseil de surveillance du 16 octobre 2015 ;

Vu la correspondance du 8 janvier 2016 de la Ligue contre le cancer, comité de la Nièvre,

ARRETE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La commission d'activité libérale du centre hospitalier de l'agglomération de Nevers (Nièvre), établissement public de santé de ressort intercommunal est composée des membres ci-après :

- 1° en qualité de représentant du conseil départemental du conseil de l'ordre des médecins :  
*M. le Dr SANTIQUET Alain*
- 2° en qualité de représentant du conseil de surveillance :  
*M. THURIOT Denis, président du conseil de surveillance*  
*Mme ALARY Mireille, représentante des usagers, CISS Bourgogne*
- 3° en qualité de représentant de l'ARS de Bourgogne :  
Le directeur général de l'ARS ou son représentant
- 4° en qualité de représentant de la CPAM :  
Le directeur ou le directeur adjoint de la CPAM de la Nièvre
- 5° praticiens exerçant une activité libérale désignés par la commission médicale d'établissement :  
*M. le Dr BALLOUT Jacques*  
*M. le Dr AKALOGOUN Zacharie*
- 6° praticien n'exerçant pas d'activité libérale désigné par la commission médicale d'établissement :  
*M. le Dr BELHABLA Gaëtan*
- 7° en qualité de représentant des usagers :  
*M. ESCANDE Jean-Pierre, comité de la Nièvre de la Ligue contre le cancer*

**ARTICLE 2 :**

La durée des fonctions des membres de la commission d'activité libérale est fixée à trois ans.

**ARTICLE 3 :**

Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Nièvre.

**ARTICLE 4 :**

Le directeur de l'organisation des soins de l'agence régionale de santé de Bourgogne-France-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de Bourgogne.

Fait à Dijon, le 03 FEV. 2016

Pour le directeur général,  
Le directeur de l'organisation des soins,

  
Didier JAFFRE



PREFET DE LA NIEVRE

Direction départementale  
des Territoires de la Nièvre

Service eau, forêt et  
biodiversité

9016-DDT-183 bis

**ARRETE PREFECTORAL METTANT EN DEMEURE DE REHABILITER LE SYSTEME DE  
COLLECTE DES EAUX USEES  
DE LA  
COMMUNE de SAINT-LEGER-DES-VIGNES**

**Le Préfet de la Nièvre,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** la directive n° 91-271-CEE (DERU) du conseil du 21 mai 1991 modifiée relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

**VU** la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;

**VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8, L.214-3 et R.214-32 et suivants ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire Bretagne approuvé par arrêté ministériel le 18 novembre 2015 ;

**VU** le courrier adressé à Monsieur le Maire de St-Léger-des-Vignes en date du 27 février 2015 indiquant la non-conformité à la directive ERU du système de collecte des eaux usées et la nécessité de réaliser un diagnostic du réseau en vue de sa réhabilitation,

**VU** le diagnostic du réseau de collecte des eaux usées reçu le 16 juin 2015 et présenté par la commune de St-Léger-des-Vignes, représentée par Monsieur le Maire,

**VU** les observations formulées sur le présent arrêté ;

**CONSIDERANT** que le réseau de collecte des eaux usées est non conforme aux dispositions de la directive ERU,

**CONSIDERANT** que le schéma directeur d'assainissement établi par la commune a identifié un programme de travaux visant à rétablir la conformité du réseau de collecte vis-à-vis de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines, et que, à ce titre, il y a lieu de mettre en demeure la commune de St-Léger-Des-Vignes de réaliser les dits travaux identifiés en application de l'article L 171-7 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** l'engagement de la commune de St-Léger-des-Vignes à réaliser les travaux nécessaires tels qu'identifiés dans son schéma directeur d'assainissement ;

## ARRETE

### **TITRE 1 - MISE EN DEMEURE :**

#### **Article 1 – Objet de la mise en demeure**

La commune de St-Léger-des-Vignes, représentée par Monsieur le Maire, est mise en demeure de réaliser les travaux identifiés à son schéma directeur d'assainissement en vue de mettre en conformité son système d'assainissement, et précisés en annexe par ordre de priorité (priorité de 1 à 6).

#### **Les travaux comprennent :**

- l'amélioration de la collecte des effluents,
  - la réduction de la collecte des eaux claires parasites (ECP)
  - la mise en séparatif du réseau,
  - la gestion des eaux pluviales
- et sont priorisés selon le taux d'eaux claires parasites éliminées.

**Les travaux inscrits en priorité 1 et 2, permettant de réduire les intrusions d'eaux claires parasites de 58 %, doivent être réalisés avant le 31 décembre 2017.**

Les travaux complémentaires, inscrits en priorité 3 à 6 devront être réalisés pour poursuivre la mise en conformité des réseaux de collecte qui devra être achevée dans les 10 ans suivant la signature du présent arrêté.

#### **Article 2 – Dispositions de l'arrêté du 21 juillet 2015**

Conformément à l'article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015, la commune de St-Léger-des-Vignes devra établir un diagnostic de l'ensemble de son système d'assainissement (station de traitement et réseau) au moins une fois tous les 10 ans, soit avant le 20 juillet 2025.

### **TITRE 2- CONDITIONS GENERALES**

#### **Article 3 – Conformité au dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du schéma directeur d'assainissement de la commune de St-Léger-des-Vignes sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du schéma directeur d'assainissement, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-39 du code de l'environnement.

#### **Article 4 – Sanctions administratives et pénales**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, Monsieur le Maire de St-Léger-des-Vignes s'expose, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, à une ou plusieurs mesures et sanctions administratives mentionnées au II de l'article L.171-8 du même code.

#### **Article 5 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 6 : Publication et information des tiers**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la commune.



Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Nièvre pendant une durée d'au moins 6 mois.

#### **Article 7 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si le démarrage des travaux n'est pas intervenu six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après ce démarrage.
- par l'exploitant dans un délai de deux mois à partir de la date à laquelle le présent arrêté lui aura été notifié.

#### **Article 8 : Exécution**

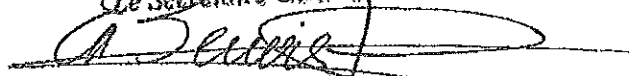
Le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,  
Le maire de la commune de St-Léger-des-Vignes,  
Le directeur départemental des territoires de la Nièvre,  
Le chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques de la Nièvre,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre, et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de St-Léger-des-Vignes

A Nevers le - 5 FEV. 2010

Le Préfet ,

*Pour le Préfet  
et par délégation*

*Le Secrétaire Général*

  
Olivier BENOIST



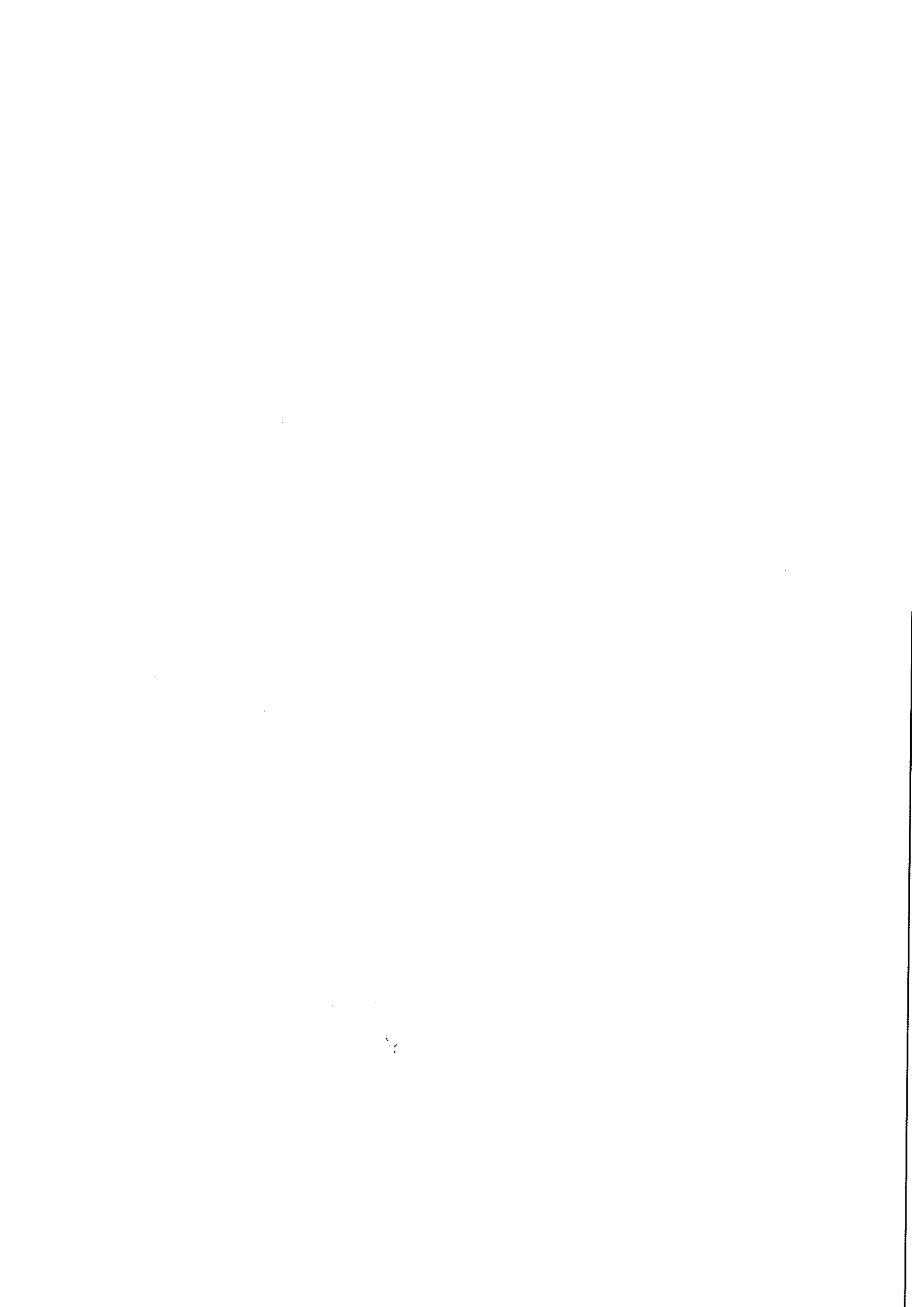
Commune de Saint-Léger des Vignes - Schéma Directeur				
Priorité	Localisation	Type de travaux	Coût C HT	Impact
<b>Elimination des inversions de branchements d'EP dans l'EU</b>				
4	Ensemble du réseau	Demande aux propriétaires de rectifier leur branchement. Déconnexion de 3 grilles du réseau EU.	7 500 €	Elimination d'apport d'eaux météoriques à la STEP. Amélioration du fonctionnement des DO. Diminution des risques de débordement du réseau EU en temps de pluie. Amélioration du traitement.
<b>Mise en séparatif</b>				
2	Rue du Village, Impasse Clamorin, Rue Clamorin, Rue de la Roche	Création d'un réseau EU Ø 200 mm PVC sur 810 ml	260 000 €	Elimination de 70 m <sup>3</sup> /j d'ECPP, soit 26%.
5	Rue du Pré	Création d'un réseau EU Ø 200 mm PVC sur 330 ml	82 000 €	Amélioration de la collecte
5	Impasse de la Guédine	Création d'un réseau EU Ø 200 mm PVC sur 100 ml	28 000 €	Diminution des risques d'inondation
4	Impasse du Coteau	Création d'un réseau EU Ø 200 mm PVC sur 124 ml	28 500 €	Elimination de 31 m <sup>3</sup> /j d'ECPP, soit 12%.
5	Vieux Bourg	Création d'un réseau EU Ø 200 mm PVC sur 1 625 ml	400 000 €	Elimination de 9 m <sup>3</sup> /j d'ECPP, soit 3%.
4	Rue de La Loge	Création d'un réseau EU Ø 200 mm PVC sur 190,5 ml	65 000 €	Elimination de 17 m <sup>3</sup> /j d'ECPP, soit 6%.
<b>Gestion des eaux pluviales</b>				
6	Rue de l'Etang	Remplacement de la buse - exutoire du réseau EP	7 500 €	
6	Chemin de Halage	Sensibilisation des particuliers pour la déconnexion des branchements EP de l'unitaire	PM	Amélioration de la collecte et du traitement.
5	Réseaux EP	Modélisation complète avec levé topographique et calage du modèle	PM	Vérification du dimensionnement du réseau EP.
<b>Total C HT</b>			<b>1 584 000 €</b>	

Les coûts des travaux sont donnés hors frais de maîtrise d'œuvre et hors frais annexes  
Les ordres de priorité sont donnés à titre indicatif

PM : Pour Mémoire



Priorité	Localisation	Type de travaux	Coût C HT	Impact
<b>Curage et nettoyage des conduites encombrées</b>				
1	Rue des Raimbaults	Curage de 45 ml de réseau séparatif et regards associés - entre les regards RU08 et RU09	1 000 €	Amélioration du transfert des effluents et de l'hydraulique du réseau.
1	Route de La Machine	Curage de 115 ml de réseau EU strictes et regards associés - entre les regards RU37 et RU39		
1	Ensemble du réseau	Curage des 9 regards encombrés - Réseau EU et unitaire		
1	Ensemble du réseau	Curage des regards, têtes d'aqueduc, grilles bouchés Réseau EP		
<b>Elimination des inversions de branchements d'EU dans l'EP</b>				
1	Ensemble du réseau	Contrôle de branchements - Inversion EU dans EP Elimination des 3 inversions de branchements localisées	PM	Suppression des pertes d'effluents au milieu naturel. Amélioration de la collecte.
<b>Reprise des déversoir d'orage</b>				
1	DO n°3	Diminution de la hauteur de lame + mise en place d'une vanne guillotine sur le départ EU	5 000 €	Elimination de la collecte des eaux de pluie. Suppression des déversements de temps sec.
1	DO n°5	Elimination de la contre-pente en amont du DO + mise en place d'une vanne guillotine sur le départ EU	11 500 €	
<b>Elimination des rejets directs</b>				
1	RD 981 - Face au Petit Casino	Reprise de branchement gravitairement ou via une pompe de relevage individuelle	12 500 €	Suppression des pertes d'effluent au milieu naturel.
<b>Réduction des eaux parasites de temps sec</b>				
4	Ensemble du réseau	Remplacement de 3 regards	6 000 €	Elimination d'intrusions d'eaux claires. Amélioration de la collecte et du traitement.
2	Rue des Raimbaults	Réparation ponctuelle avec pose de manchette pour reprise d'étanchéité au niveau d'une fissure	2 500 €	Elimination du risque d'effondrement ou de fissuration des conduites.
3	RD 981, Rue de La Loge, Route de La Machine	Réparations ponctuelles avec pose de manchettes pour reprise d'étanchéité au niveau de joints défectueux	18 000 €	Elimination de 14 m <sup>3</sup> /j d'ECPP, soit 5%. Amélioration de la collecte et du traitement.
3	RD 981	Remplacement de la conduite Ø300 amiant-ciment sur 210 ml avec regards et reprise de branchements	120 000 €	Elimination de 35 m <sup>3</sup> /j d'ECPP, soit 13%. Amélioration de la collecte et du traitement.
4	Route de La Machine	Remplacement de la conduite Ø400 béton sur 60 ml avec regards et reprise de branchements	36 500 €	Elimination du risque d'effondrement ou de fissuration des conduites.
4	Rue des Vignes	Remplacement de la conduite Ø200 PVC sur 90 ml avec regards et reprise de branchements	32 500 €	Elimination d'intrusions d'eaux claires. Amélioration de la collecte et du traitement.
2	Chemin de Halage	Réhabilitation de la conduite par chemisage sur 1 230 ml	460 000 €	





PRÉFET DE LA NIEVRE

Direction départementale  
des territoires  
N°2016-DDT- 184.

**ARRÊTÉ**  
relatif à la désignation du système particulier de traitement automatisé  
de la demande de logement locatif social

Le Préfet de la Nièvre  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 441-2-1 et R.441-2-1 à R.441-2-8,

VU l'article 97 de la loi ALUR,

VU l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2012 relatif à la désignation du système particulier de traitement automatisé de la demande de logement locatif social,

VU l'arrêté ministériel du 23 mars 2015 relatif au cahier des charges des systèmes particuliers de traitement automatisé de la demande de logement social, notamment son annexe,

Considérant l'attestation de conformité délivrée le 25 juin 2015 par le responsable de l'offre Imhoweb SIGMA informatique, et le courrier du gestionnaire à l'adresse de la DREAL en date du 14 septembre 2015,

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

**ARRETE**

Article 1 – Le système particulier de traitement automatisé de la demande de logement locatif social est déclaré conforme au cahier des charges annexé à l'arrêté du 23 mars 2015.

Article 2 – L'Association AREHA Est assure la fonction de gestionnaire départemental et, à ce titre, est responsable vis-à-vis de l'État et des usagers de son fonctionnement et de sa conformité avec le système national d'enregistrement, dans les conditions prévues par le cahier des charges fixé par l'arrêté du 23 mars 2015 susvisé.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre et le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nevers, le **8 FEV. 2016**

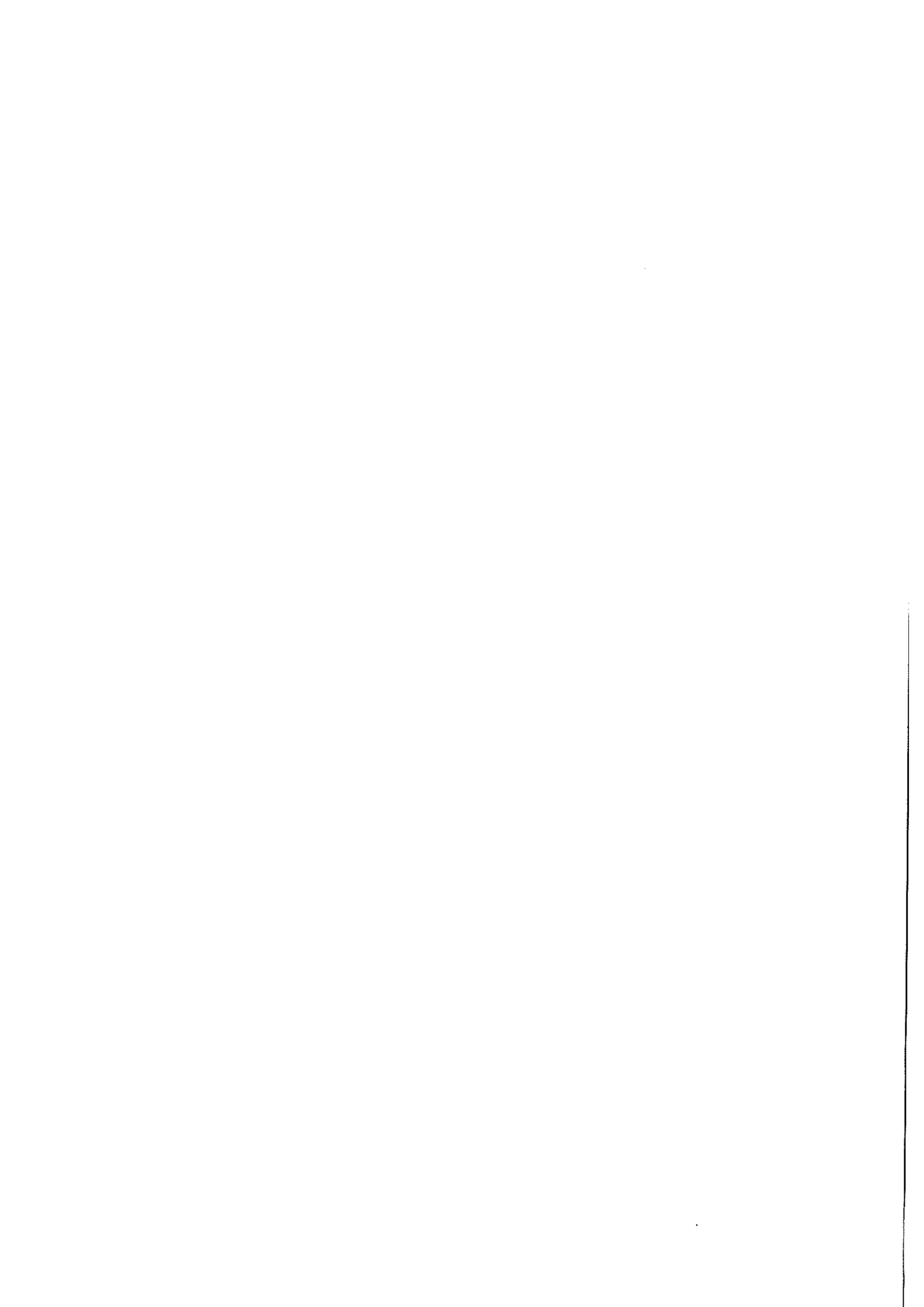
Le Préfet  
Pour le Préfet

et par délégation,

Le Secrétaire Général

40, rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

site internet : [www.nievre.pref.gouv.fr](http://www.nievre.pref.gouv.fr)





PRÉFET DE LA NIEVRE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
DRAINAGE DE PARCELLES (42 HA) - COMMUNE DE SAINCAIZE-MEAUCE  
DOSSIER N° 58-2015-00110

Le préfet de la NIEVRE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du mérite

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-DDT-1000 du 31 juillet 2015 portant délégation de signature à Monsieur Florent MITAULT, Chef du service eau, forêt et biodiversité, Direction départementale des territoires ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 19/10/15, présenté par le GAEC ROUBE-FAYET, enregistré sous le n°58-2015-00110 et relatif au drainage de parcelles (42 ha) - Commune de Saincaize-Meauce ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**GAEC ROUBE-FAYET - LIEU DIT NOULOT - 58470 MAGNY COURS**

concernant :

**Drainage de parcelles (42 ha)**

dont la réalisation est prévue dans la commune de **SAINCAIZE-MEAUCE**.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.3.2.0	Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie : 1° Supérieure ou égale à 100 ha (A) 2° Supérieure à 20 ha mais inférieure à 100 ha (D)	Déclaration	

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 19/12/2015**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.**

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration au dossier n° 58-2015-00110.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de SAINCAIZE-MEAUCE

où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la NIEVRE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de SAINCAIZE-MEAUCE par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'observation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

NEVERS, le 28 octobre 2015,  
Pour le Directeur départemental des territoires et par délégation,  
Le Chef du service,

L'Adjointe au chef de service,  
Service Eau - Forêt - Biodiversité

Odile BERTHELOT

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « Informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.





Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIÈVRE

Direction départementale  
des territoires de la Nièvre

Nevers, le 3 février 2016

Service eau, forêt et biodiversité

**GAEC ROUBE-FAYET**  
**Noulot**

**Situation :**

24, rue Charles Roy à Nevers

**58470 MAGNY-COURS**

Affaire suivie par : Florence PAWELA-MUGNERE

Tel. : 03 86 71 52 18 – Fax. : 03 86 71 52 79

Mél. : [florence.pawela-mugneret@nievre.gouv.fr](mailto:florence.pawela-mugneret@nievre.gouv.fr)

*Objet : Dossier de déclaration – Drainage.*

*Références : 254*

*Pièces jointes :*

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Drainage de parcelles (42ha) – Commune de SAINCAIZE-MEAUCE,**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 28/10/2015, j'ai l'honneur de vous informer que, les compléments envoyés par vos soins ayant été jugés recevables, je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.

Copie de la déclaration est adressée dès à présent à la mairie de SAINCAIZE-MEAUCE où cette opération doit être réalisée. Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de cette commune, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la NIEVRE durant une période d'au moins six mois.

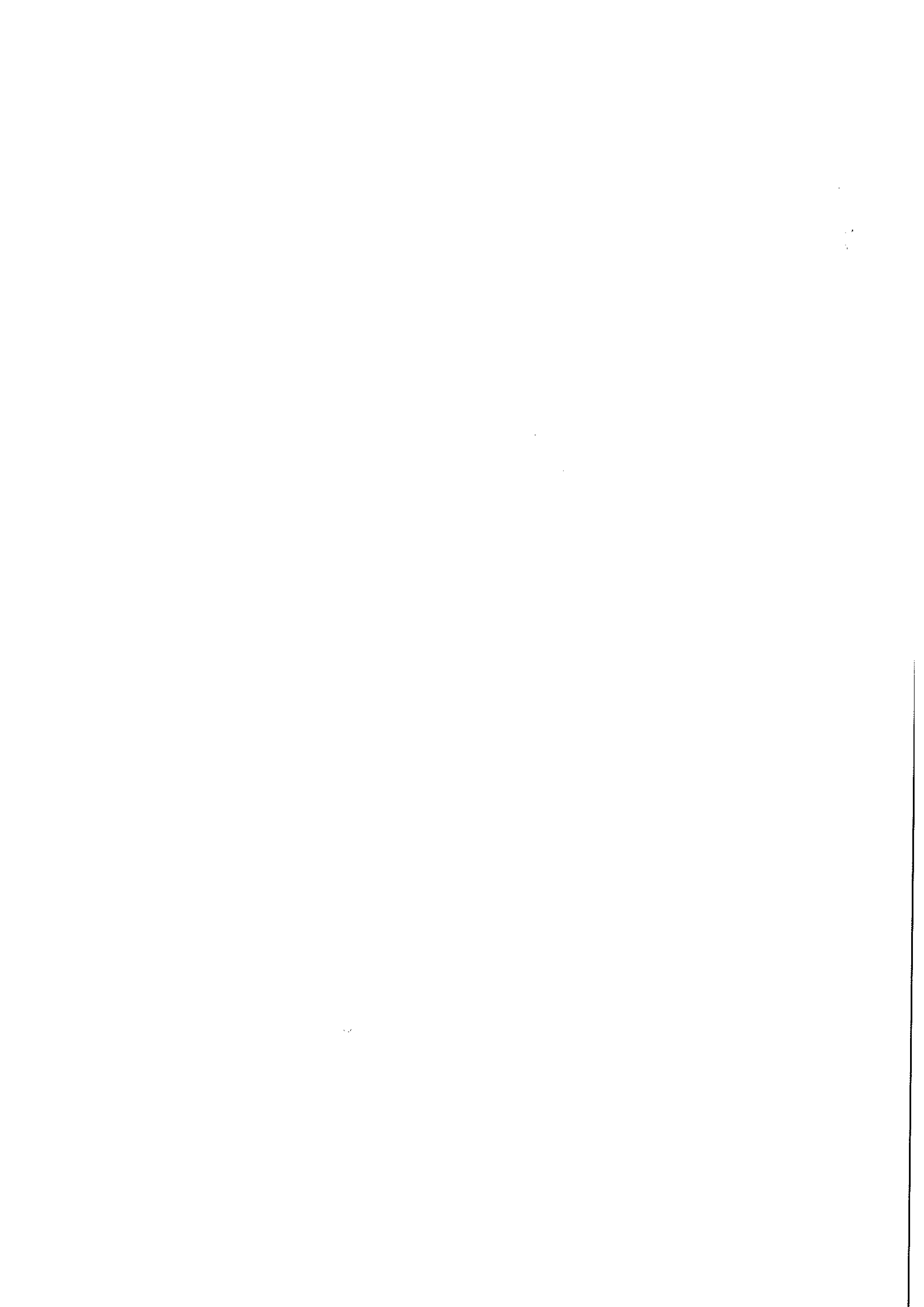
Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de SAINCAIZE-MEAUCE par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le Chef du service,

L'Adjointe au chef de service,

**Odile BERTHELOT**





## PRÉFET DE LA NIÈVRE

DIRCE-SREX de Moulins  
District de La Charité-sur-Loire  
Tél : 03 86 70 92 50

Objet de l'arrêté : RN7 2 x 2 voies. Basculement de circulation sur PS3.  
Communes de Saint-Parize-le-Châtel, Langeron et Saint-Pierre-le-Moutier.  
Réglementation temporaire de la circulation

**ARRETE PREFECTORAL N° 2016-M-58-007**  
**LE PRÉFET DE LA NIÈVRE**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur,*  
*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

VU le code de la Route,

VU le code de la voirie routière,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

VU l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié approuvant les nouvelles dispositions du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie),

VU l'arrêté du préfet de la Nièvre N° 2014 302-0002 du 29 octobre 2014 donnant délégation de signature à Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est,

VU l'arrêté préfectoral de la Nièvre du 21 novembre 2014 portant subdélégation de signature en matière de gestion du domaine public routier et de circulation routière,

VU la circulaire du 11 décembre 2015 relative au calendrier des jours « hors chantier » pour l'année 2016,

VU le dossier d'exploitation présenté par le SIR de Moulins le 27 janvier 2016,

Considérant que pour réaliser les travaux de raccordement de la bretelle B2 avec la bretelle B1 (en continuité de la bretelle BA) communes de Saint-Parize-le-Châtel, Langeron et Saint-Pierre-le-Moutier, il y a lieu de réglementer la circulation afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution des travaux et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic,

Considérant que la section concernée par les travaux est située hors agglomération,

Sur proposition de Madame la Directrice interdépartementale des routes Centre-Est,

## A R R E T E

**ARTICLE 1-** Pendant l'exécution des travaux sur la RN7, la circulation de tous les véhicules s'effectuera dans les conditions suivantes :

**Phase 3 - semaine 6 (à partir du 8 février 2016, pour une durée de 4 à 5 jours - voir schéma annexe n° 2) :**

- réalisation des chaussées (par demie-chaussées) et mise en place des dispositifs de retenue
- mise en place des dispositifs de retenue (GS) en courbe intérieur du virage

Travaux de réalisation de GB+BBSG, réalisés sous alternat par feux tricolores, conformément au manuel du chef de chantier, volumel, signalisation temporaire des routes bidirectionnelles schéma CF24 (fournie en annexe).

Alternat par feux tricolores maintenu partiellement la nuit :

- 1ère journée : réalisation de la GB côté Ouest (intérieur de virage)
- alternat laissé en place pour la nuit (dénivelé entre les 2 voies de circulation)
- 2ème journée : réalisation de la GB côté Est (extérieur de virage)
- alternat replié en fin de journée
- 3ème journée : réalisation de la BBSG côté Ouest (intérieur de virage)
- 4ème journée : réalisation du BBSG côté est (extérieur de virage)
- alternat laissé en place pour la nuit (dénivelé entre les 2 voies de circulation)
- alternat replié en fin de journée

Vitesse limitée à 50 Km/h dans la zone de travaux.

**Phase 4 - semaine 7 (du 15 février au 05 août 2016, voir schéma annexe n° 3) :**

- réalisation de la signalisation horizontale et verticale en préalable au basculement de la circulation
- constitution de 2 merlons de terre végétale :
  - ⇒ en protection extérieure de la courbe en amont de l'ouvrage d'art
  - ⇒ en séparation de la voie de substitution avec le chantier de la section courante en 2x2 voies
- basculement de la circulation de la RN7 sur le PS3 en continuité de la voie de substitution

La vitesse sera ramenée à 50 Km/h puis 30 Km/h au droit du virage serré en amont de l'ouvrage d'art en sens 1, et sera abaissée à 50 Km/h en sens 2 à partir de la bretelle B1. Cette configuration restera en place jusqu'au basculement définitif de la circulation de la RN7 sur la section courante.

**ARTICLE 2 -** Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront du lundi 08 février 2016 au vendredi 05 août 2016.

**ARTICLE 3** - Certaines phases préparatoires ou de mise en place de la signalisation du chantier pourront nécessiter des réductions momentanées de chaussée ou des interruptions courtes de circulation.

**ARTICLE 4** - Sur le parcours des sections soumises à ces restrictions provisoires, les conducteurs des véhicules devront le cas échéant, se conformer aux indications des Services de Police et des agents de la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, tant en ce qui concerne le trajet à suivre que l'arrêt s'il leur est prescrit.

**ARTICLE 5** - Les passages de convois exceptionnels emprunteront la déviation.

**ARTICLE 6** - La signalisation temporaire réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation provisoire (8ème partie) approuvée par arrêté interministériel le 6 novembre 1992 et aux manuels du chef de chantier.

La signalisation horizontale, verticale et provisoire sera fournie et mise en place par l'entreprise Valérian, sous le contrôle de l'exploitant (DIR Centre Est - CEI de Saint Pierre-le-Moutier). L'entreprise assurera également la maintenance de la signalisation.

Le patrouillage sera assuré par l'exploitant (DIR Centre Est - CEI de Saint Pierre-le-Moutier).

**ARTICLE 7** - Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux dressés par les Forces de l'ordre.

**ARTICLE 8** - Lors de l'achèvement des travaux et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux conditions normales de sécurité.

**ARTICLE 9** - Le présent arrêté sera affiché aux abords immédiats du chantier.

**ARTICLE 10 -**

- Le Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Nièvre,
- Le Chef du PC de Moulins de la DIR Centre-Est,
- Le Chef du District de La Charité-sur-Loire de la DIR Centre-Est
- Le Chef de Service du SIR de Moulins,
- Le Directeur de l'entreprise adjudicataire des travaux, sous couvert du Chef du District de La Charité/Loire de la DIR Centre-Est,

et tous les agents de la Force Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à :

- Préfecture de la Nièvre,
- Direction Départementale de la Sécurité Publique de la Nièvre,
- Direction du Service Départemental Incendie et Secours de la Nièvre,
- Service CSR/SRTIC (Transports Exceptionnels 58) de la DDT de Saône-et-Loire,
- Service SSPR de la DDT de la Nièvre,
- Maire de la commune de Saint-Parize-le-Châtel,
- Maire de la commune de Langeron,
- Mairie de la Commune de Saint-Pierre-le-Moutier,
- Division Transports du CRICR de Metz,
- Service Régional d'Exploitation de Moulins de la DIR Centre-Est,
- Service SES – Mission Politiques d'Exploitation de la DIR Centre-Est,

Nevers, le **02 FEV. 2016**

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur Interdépartemental  
des Routes Centre-Est et par délégation,  
L'ingénieur en Chef des Travaux Publics de l'État,  
Chef du Service Régional d'Exploitation de Moulins,

  
Thierry MARQUET

*Direction  
Interdépartementale  
des Routes  
Centre-Est*

*Service  
Ingénierie  
Routière  
de Moulins*

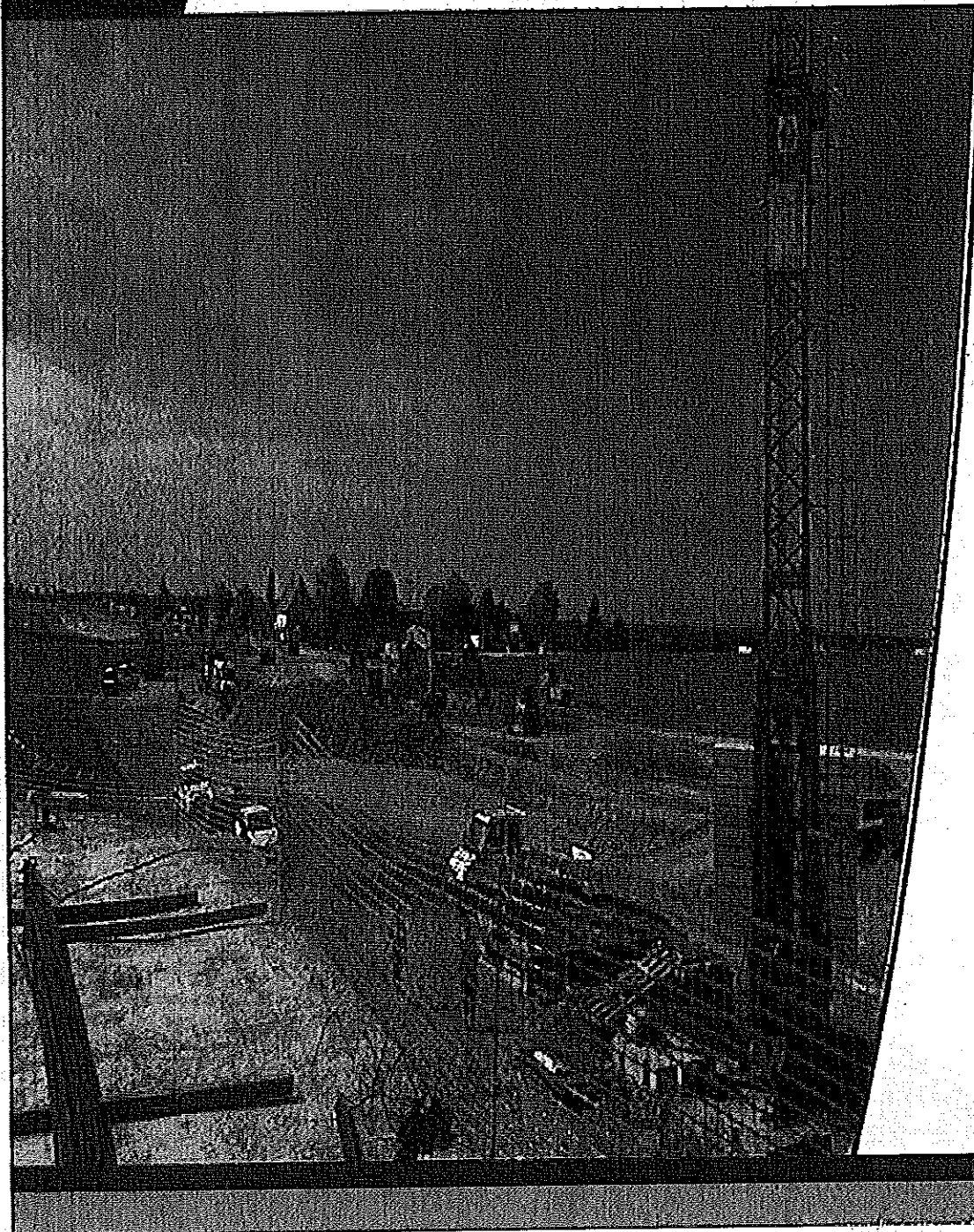
# **RN7**

## **Aménagement sur place**

### **Moiry-Saint Pierre le Moutier**

#### **Dossier d'exploitation sous chantier**

#### **n°17 - basculement sur le PS3 et réalisation de la section courante**



## Historique des versions du document

Version	Date	Commentaire
0.1	20/01/16	Version initiale
0.2	26/01/16	Modification suite à la réunion du 26/01/2016 avec l'exploitant

## Affaire suivie par :

Jean-Michel SIGAUD - DIR Centre-Est - SIR de Moulins
Tél. : 04 70 48 18 74 / Fax : 04 70 48 35 48
Courriel : <a href="mailto:jean-michel.sigaud@developpement-durable.gouv.fr">jean-michel.sigaud@developpement-durable.gouv.fr</a>



## SOMMAIRE

<b>1 - INTRODUCTION.....</b>	<b>4</b>
<b>2 - DESCRIPTION SYNTHETIQUE DE LA PHASE.....</b>	<b>4</b>
<b>3 - HISTORIQUE DES MESURES D'EXPLOITATION.....</b>	<b>4</b>
<b>4 - MODE D'EXECUTION, PHASAGE ET MESURES D'EXPLOITATION.....</b>	<b>5</b>
4.1 - Accès au chantier.....	5
4.2 - Restrictions de circulation et travaux associés.....	6
4.3 - Échéances.....	7
4.4 - Signalisation : dispositions particulières.....	7
4.5 - Signalisation : installation et maintenance.....	7
4.6 - Modifications à apporter.....	7
4.7 - Coordonnées :.....	8
<b>5 - SECURITE DU PERSONNEL.....</b>	<b>8</b>
<b>6 - INFORMATION.....</b>	<b>9</b>
<b>7 - ARRETES.....</b>	<b>9</b>

## 1 - INTRODUCTION

Par décret en date du 20 septembre 1995 dont les effets ont été prorogés par décrets des 6 novembre 1997 et 20 septembre 2000, l'aménagement à 2x2 voies de la RN7 entre Cosne-sur-Loire et Balbigny a été déclaré d'utilité publique et le statut de voie express conféré à la RN7 de Nevers Sud à Balbigny (Loire).

L'origine de la section est constituée par la fin de la section de la déviation de Moiry (PR 87+325).

A l'extrémité Sud (PR 93+129), le projet se raccorde directement sur la déviation de Saint-Pierre-le Moûtier au niveau du diffuseur existant RN7 - RD2076.

Le projet se situe sur les communes de Saint-Parize-le-Chatel, Langeron et Saint-Pierre-Le-Moûtier.

Il est complètement en tracé neuf jusqu'au diffuseur de Saint-Pierre-Le-Moûtier passant le long de la RN7 actuelle côté ouest dans sa partie nord puis côté est dans sa partie sud après le PS3. La partie située au niveau du diffuseur est traitée en aménagement sur place (ASP).

Le présent dossier d'exploitation sous chantier porte sur les modalités de basculement de la circulation de la RN7 sur le passage supérieur n°3, afin de réaliser les travaux du raccordement de la section courante de la tranche conditionnelle n°1 avec la tranche ferme à Maison Rouge, pour une mise en service prévue en juin 2016.

## 2 - DESCRIPTION SYNTHETIQUE DE LA PHASE

Les travaux concernés par le présent dossier sont tous les travaux de la section courante avant la mise en service :

- réalisation des terrassements,
- réalisation des chaussées,
- réalisation des assainissements de surface,
- réalisation de la signalisation horizontale et verticale,
- réalisation des dispositifs de retenue.

Cependant, le basculement de la circulation sur le PS3 nécessite la création d'un shunt au droit du futur giratoire de Maison Rouge, permettant le raccordement de l'ancienne RN7 (aujourd'hui en circulation) avec la voie portée par le PS3 (se raccordant à la voie de substitution actuellement en service).

## 3 - HISTORIQUE DES MESURES D'EXPLOITATION

Les travaux de mise à 2 x 2 voies de la RN7 entre Moiry et le lieu-dit « Maison Rouge » ont débuté au mois de mai 2013 pour une durée hors aléas et intempéries de 16 mois.

Des premières mesures de signalisation spécifiques au droit de l'accès principal de chantier ont été mises en place par une signalisation de l'accès de chantier et une réduction de la vitesse autorisée sur la RN7 à 70Km/h au droit de cet accès.

Des secondes mesures de restrictions ont eu pour objet de limiter la circulation des véhicules sur une seule voie par sens. Elles ont été détaillées dans le DESC n°1.

Le DESC n°2 a permis d'arrêter les modalités pratiques de réalisation des raccordements de la future voie de substitution au niveau du lieu dit de « Maison Rouge » (PR 90 et PR 90+650). Les travaux ont été réalisés fin octobre/début novembre 2013.

Le DESC n°3 a permis d'arrêter les modalités de réalisation des travaux de raccordement de la future voie de substitution (bretelle 2 Villars au niveau du lieu dit de « Villars » (PR 86+850 et PR 87+400), dans le cadre de la réalisation de cette bretelle et la réalisation du shunt provisoire du giratoire de Moiry nécessaire à la poursuite des travaux. Les travaux ont été réalisés en février et mars 2014.

Le DESC n°4 a permis d'arrêter les modalités de réalisation des travaux de raccordement nord du PR 86+500 (fin de la déviation de Moiry) au PR 87+500 (lieu-dit Villars) par mise en place d'une déviation provisoire.

Le DESC n°5 prévoyait d'arrêter les modalités d'ouverture provisoire à la circulation au niveau du raccordement nord de la section courante, du PR 86+500 (fin de la déviation de Moiry) au PR 87+500 (lieu-dit Villars), avant le 25/08/2014 (manifestation internationale de la ferme des Maraults).

Le DESC n°5-bis modifiait les voies mises en circulation (voies ouest) initialement prévues dans le DESC n°5 (voies Est).

Le DESC n°6 a permis d'arrêter les modalités de réalisation des travaux du raccordement sud « Maison Rouge » au PR90+300, sans mise en circulation de l'aménagement.

Le DESC n°6-bis prolongeait ces modalités de réalisation des travaux du raccordement sud « Maison Rouge ».

Le DESC n°7 a permis d'arrêter les modalités de circulation sur la section Nord de la RN7 du PR86+500 au PR87+500, permettant la fin de la déviation de la circulation de la RN7 par Moiry et la circulation des transports exceptionnels sans contrainte de gabarit sur la section.

Le DESC n°8 a permis d'arrêter les modalités de circulation pour l'ouverture provisoire à la circulation des voies lentes de l'aménagement (entre le PR86+500 et le PR90+000).

Le DESC n°9 a permis d'arrêter les modalités de circulation pour la fermeture provisoire de la RD907 pour la réalisation des ouvrages hydrauliques.

Le DESC n°10 a permis d'arrêter les modalités de circulation pour la Réparation BBTM voie rapide sens IPR 86+500 au PR 87 +500.

Le DESC n°11 a permis d'arrêter les modalités de circulation pour la sécurisation de la circulation sur la RN7 actuelle et des zones de travaux entre les PR 90+850 et PR 92+300.

Les DESC n°12 et 12 bis ont permis d'arrêter les modalités de réalisation de la déviation provisoire de Saint-Pierre-le-Moutier.

Le DESC n°13 a permis d'arrêter les modalités de réalisation du raccordement de la bretelle BA sur RN7 existante.

Le DESC n°14 a permis d'arrêter les modalités de réalisation raccordements des bretelles BA, B1 et shunt de Maison Rouge sur RN7 existante.

Le DESC n°15 a permis d'arrêter les modalités de réalisation du giratoire de Saint-Pierre-le-Moutier.

Le DESC n°16 a permis d'arrêter les modalités de réalisation des terrassements de la section courante au droit des raccordements nord et sud (hors passage sur le PS3).

## **4 - MODE D'EXECUTION, PHASAGE ET MESURES D'EXPLOITATION**

### **4.1 - Accès au chantier**

- bretelle BC pour la zone de la section courante à l'extrémité sud
- carrefour de Maison Rouge via la VC n°5 pour l'accès au PS3
- accès par le biais d'une rampe provisoire depuis le PI2 (à créer) pour l'accès au raccordement nord

#### 4.2 - Restrictions de circulation et travaux associés

##### **RAPPEL DESC N°16 au droit de Maison Rouge :**

##### **Depuis le mardi 8 décembre 2015 :**

- sens 1 : la circulation est basculée de la voie de substitution (bretelle B3) sur la bretelle BA au PR 90+800 conformément à la fiche CF119a du manuel du chef de chantier
- sens 2 : la voie rapide de la RN7 est neutralisée depuis le PR 93+000 conformément à la fiche CF114a du manuel du chef de chantier. La circulation de la RN7 est basculée depuis le PR 92+000 sur la bretelle BI, puis la bretelle BE, puis le giratoire de Saint-Pierre et enfin la bretelle BA (voie de substitution définitive).

Le présent DESC n°17 traite le raccordement de la bretelle B2 avec la bretelle B1 (en continuité de la bretelle BA), afin de basculer la circulation de la RN7 sur le PS à titre provisoire, avant l'ouverture définitive de la section courante.

Le phasage suivant est envisagé :

- **Phase 1 : semaine 5 (à partir du 1<sup>er</sup> février 2016, pour une durée de 1 à 2 jours) : voir schéma annexe n°1**
  - modelage de la zone du délaissé, afin de traiter tous les dénivelés situés à l'intérieur de la courbe existante
  - démontage des glissières de sécurité existantes à l'intérieur de la courbe au droit du futur giratoire de Maison Rouge

Travaux réalisés sous alternat par feux tricolores en journée (resp. alternat manuel aux heures de pointe), conformément à la page CF24 (resp. CF23) du manuel de signalisation temporaire des routes bidirectionnelles (fournie en annexe). Alternat replié en fin de journée.

Vitesse limitée à 50 km/h dans la zone de travaux.

- **Phase 2 : semaine 5 (à partir du 2 février 2016, pour une durée de 3 à 4 jours) : voir schéma annexe n°1**
  - terrassements (hors circulation) et réalisation d'une poutre de rive

Travaux réalisés sous alternat par feux tricolores en journée (resp. alternat manuel aux heures de pointe), conformément à la page CF24 (resp. CF23) du manuel de signalisation temporaire des routes bidirectionnelles (fournie en annexe). Alternat replié en fin de journée.

Vitesse limitée à 50 km/h dans la zone de travaux.

- **Phase 3 : semaine 6 (à partir du 8 février 2016, pour une durée de 4 à 5 jours) : voir schéma annexe n°2**
  - réalisation des chaussées (par demie-chaussées) et mise en place des dispositifs de retenue
  - mise en place des dispositifs de retenue (GS) en courbe intérieur du virage

Travaux de réalisation de GB + BBSG, réalisés sous alternat par feux tricolores en journée (resp. alternat manuel aux heures de pointe), conformément à la page CF24 (resp. CF23) du manuel de signalisation temporaire des routes bidirectionnelles (fournie en annexe).

Alternat par feux tricolores maintenu partiellement la nuit :

- 1<sup>ère</sup> journée : réalisation de la GB côté ouest (intérieur de virage)
- alternat laissé en place pour la nuit (dénivelé entre les 2 voies de circulation)
- 2<sup>ème</sup> journée : réalisation de la GB côté est (extérieur de virage)
- alternat replié en fin de journée

- 4ème journée : réalisation du BBSG côté est (extérieur de virage)
- alternat replié en fin de journée

Vitesse limitée à 50 km/h dans la zone de travaux.

- **Phase 4 : semaine 7 (à partir du 15 février 2016, pour une durée de 4 à 6 mois) : voir schéma annexe n°3**
  - réalisation de la signalisation horizontale et verticale en préalable au basculement de la circulation
  - constitution de 2 merlons de terre végétale :
    - en protection extérieure de la courbe en amont de l'ouvrage d'art
    - en séparation de la voie de substitution avec le chantier de la section courante en 2x2 voies
  - basculement de la circulation de la RN7 sur le PS3 en continuité de la voie de substitution

La vitesse sera ramenée à 50 km/h puis 30 km/h au droit du virage serré en amont de l'ouvrage d'art en sens 1, et sera abaissée à 50 km/h en sens 2 à partir de la bretelle B1.  
Cette configuration restera en place jusqu'au basculement définitif de la circulation de la RN7 sur la section courante.

#### 4.3 - Échéances

Échéances à venir :

Basculement de la circulation sur la RN7 (section courante) prévue en juin 2016.

#### 4.4 - Signalisation : dispositions particulières

La signalisation sera mise en place conformément à l'instruction interministérielle sur la signalisation provisoire (8ème partie) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

#### 4.5 - Signalisation : installation et maintenance

La signalisation horizontale, verticale et provisoire sera fournie et mise en place par l'entreprise Valérian, sous le contrôle de l'exploitant (DIR Centre Est – CEI de Saint-Pierre). L'entreprise assurera également la maintenance de la signalisation.

Le patrouillage sera assuré par l'exploitant (DIR Centre Est – CEI de Saint-Pierre).

#### 4.6 - Modifications à apporter

Toute modification éventuelle des prescriptions et schéma de signalisation sera présentée pour approbation à l'exploitant au plus tard 2 semaines avant démarrage des phases considérées.

Toute demande de prorogation de l'arrêté devra être sollicitée au plus tard deux semaines avant la fin de délai de l'arrêté de circulation en cours.

**4.7 - Coordonnées :**

**Entreprise :**

***Responsable chantier***

**M. Boulanger (directeur de travaux):**

Tph : 06 10 14 31 66

Fax : 03 85 29 84 67

Mail : [cboulanger@valerian.net](mailto:cboulanger@valerian.net)

***Responsable sécurité***

**M. Woïrhaye (responsable QSE) :**

Tph : 06 14 20 36 65

Fax : 03 85 29 84 67

Mail : [mwoirhaye@valerian.net](mailto:mwoirhaye@valerian.net)

**Maîtrise d'oeuvre :**

***Chef de projet***

M. SIGAUD

Tph : 04 70 48 18 74 ou 06 61 78 95 73

Fax : 04.70.48.35 48

Mail : [jean-michel.sigaud@developpement-durable.gouv.fr](mailto:jean-michel.sigaud@developpement-durable.gouv.fr)

***Assistante Chef de projet***

Mme DESLOGES

Tph : 04 70 48 18 73

Fax : 04.70.48.35 48

Mail : [anne-lise.desloges@developpement-durable.gouv.fr](mailto:anne-lise.desloges@developpement-durable.gouv.fr)

***Chargé de suivi de travaux***

M. CARIO

Tph : 06 60 35 69 99

Fax : 04.70.48.35 48

Mail : [rodolphe.cario@developpement-durable.gouv.fr](mailto:rodolphe.cario@developpement-durable.gouv.fr)

**5 - SECURITE DU PERSONNEL**

Un coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs a été désigné pour la phase de réalisation des travaux.

Il s'agit de:

Société ACE BTP  
M. FIABANE (Sylvain DOUSSE)  
03 80 59 91 43 ou 06 86 77 28 77  
bourgfrancoste@acebtp.com

Sa mission est de niveau 1 au sens du Code du Travail

Les entreprises actualiseront au besoin leur plan de prévention.

## 6 - INFORMATION

Une information sera réalisée auprès des communes et des riverains concernés par les travaux.

## 7 - ARRETES

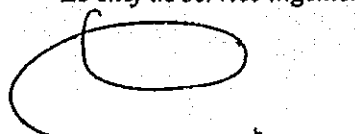
Le district de la Charité établira un arrêté sur la base des éléments portés au présent dossier qui leur est communiqué.

A Yzeure, le 27/01/2016  
Le chef de projet



Jean-Michel SIGAUD

A Yzeure, le 27.01.2016  
Le chef de service ingénierie routière de Moulins



Gilles CARTOUX

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
DEPARTMENT OF CHEMISTRY  
5800 S. UNIVERSITY AVENUE  
CHICAGO, ILLINOIS 60637

PROFESSOR J. H. GOLDSTEIN  
PHYSICS DEPARTMENT  
5712 S. UNIVERSITY AVENUE  
CHICAGO, ILLINOIS 60637

RE: [Illegible]

DATE: [Illegible]

[Illegible]

[Illegible]

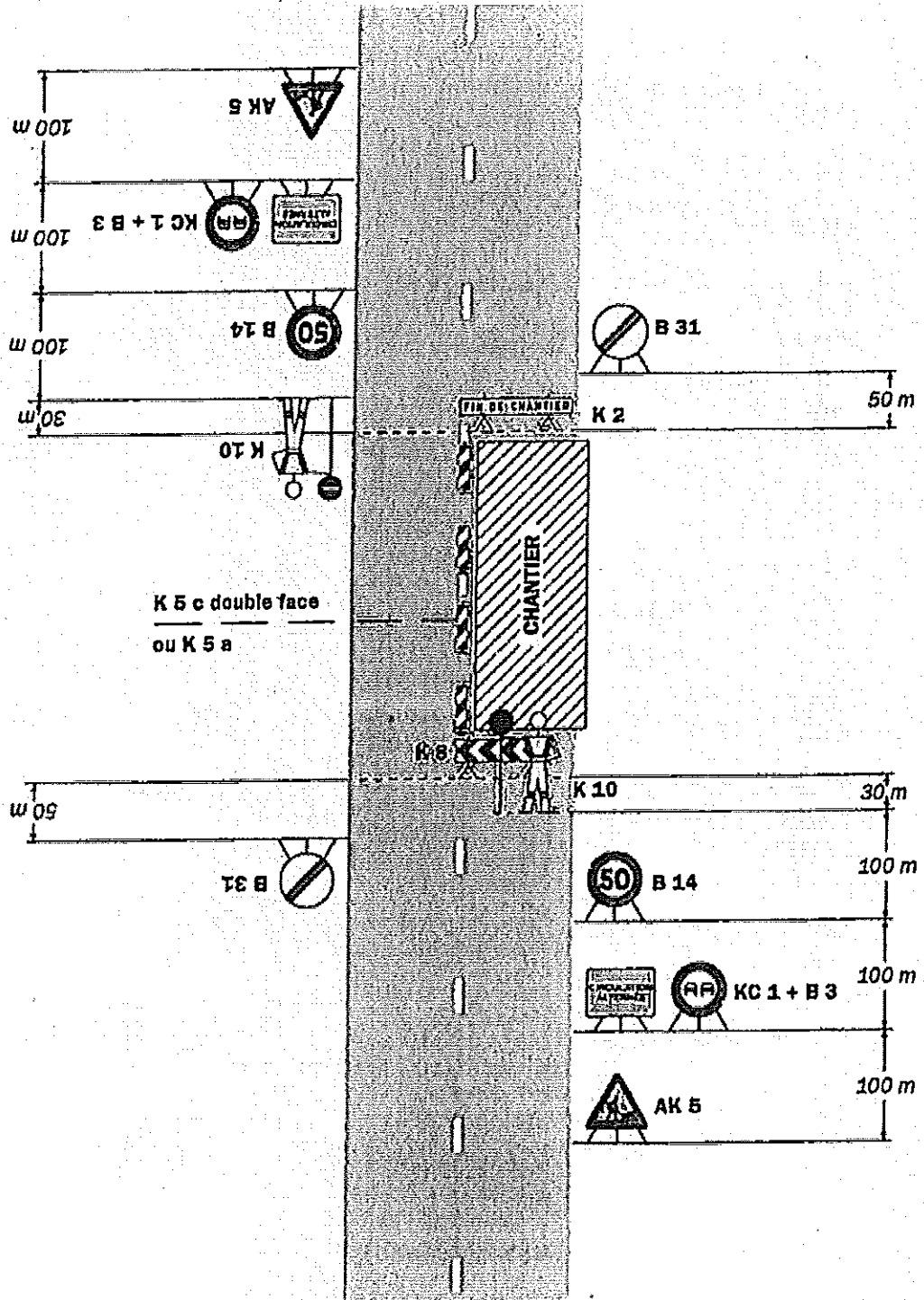




# Chantiers fixes

Alternat par piquets K 10

Circulation altern  
Route à 2 voi



K 5 c double face  
ou K 5 a

**Remarque(s) :**

- Dispositif applicable uniquement de jour et sous certaines conditions - Cf. Signalisation temporaire - Les

- Un panneau B 14 de limitation de vitesse à 70 km/h peut éventuellement être intercalé entre les panneaux

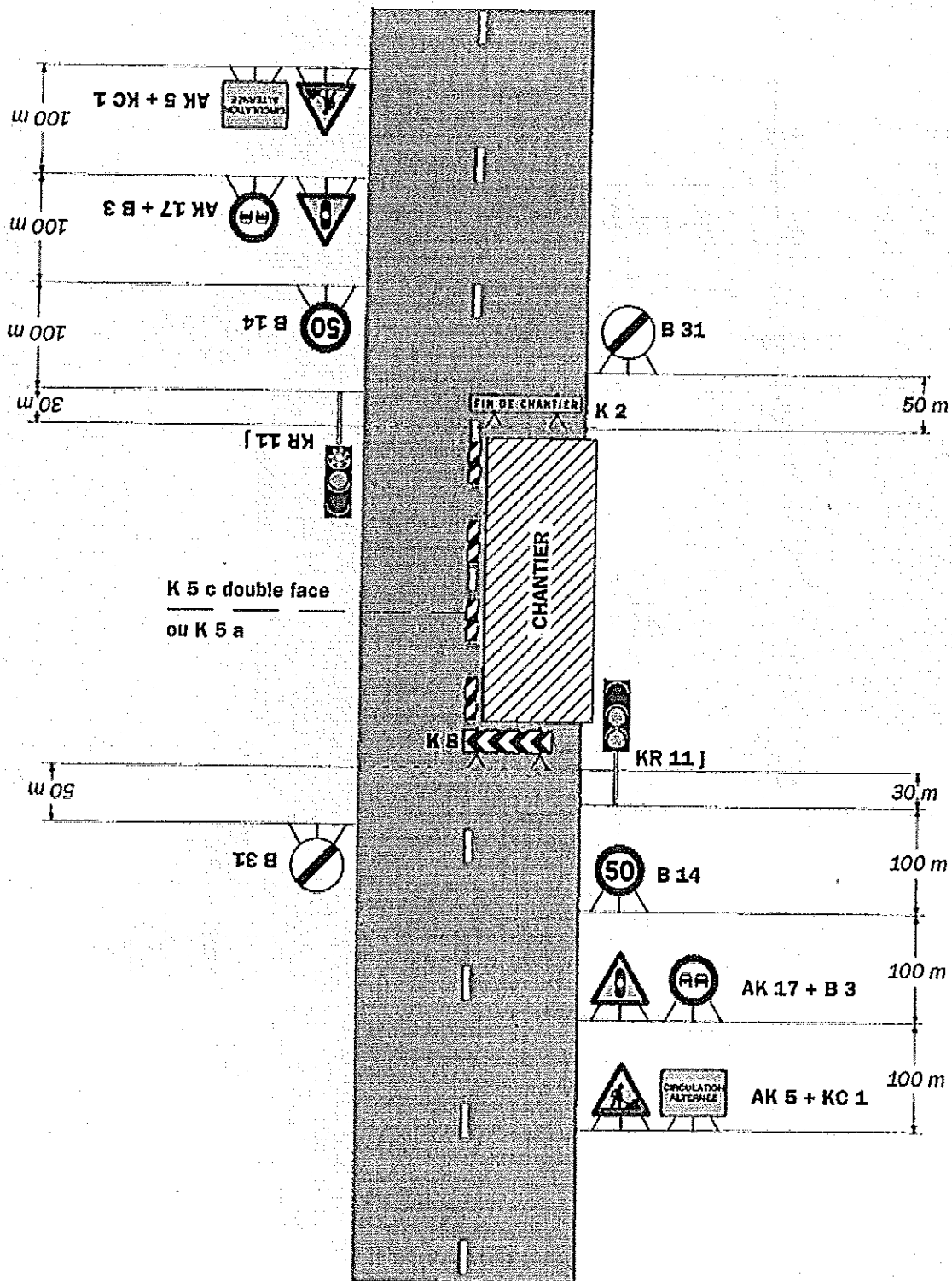
Signalisation temporaire - S

# Chantiers fixes



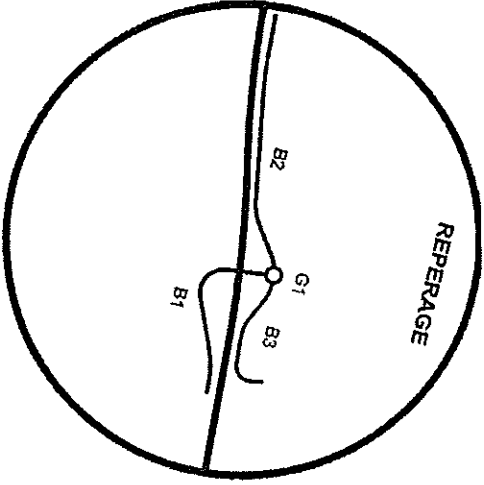
Alternat par signaux tricolores

Circulation alternée  
Route à 2 voies

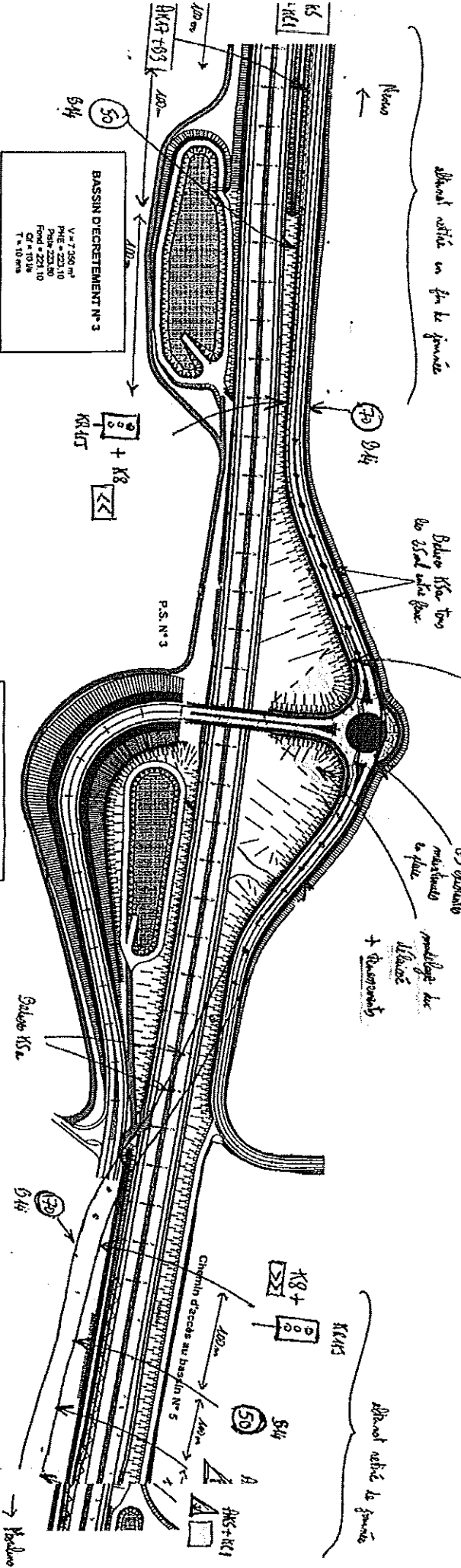


**Remarque(s) :**

• Pour le réglage des signaux tricolores : Cf. Signalisation temporaire - Les alternats.

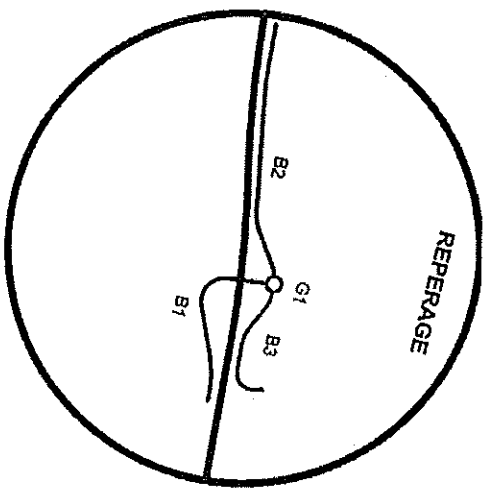


# RETABLISSEMENT MAISON ROUGE

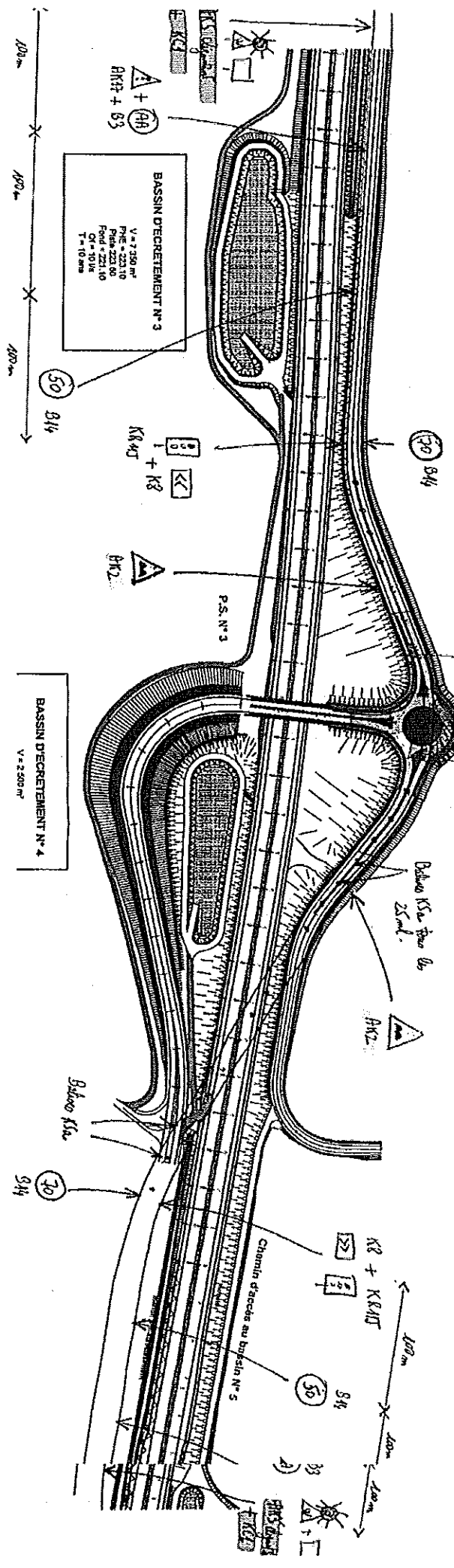


**BASSIN D'EGRETEMENT N°3**  
 V = 7.294 m<sup>3</sup>  
 Nive. = 222,10  
 Fond = 221,10  
 CV = 1018  
 T = 10,98

**BASSIN D'EGRETEMENT N°4**  
 V = 2.590 m<sup>3</sup>

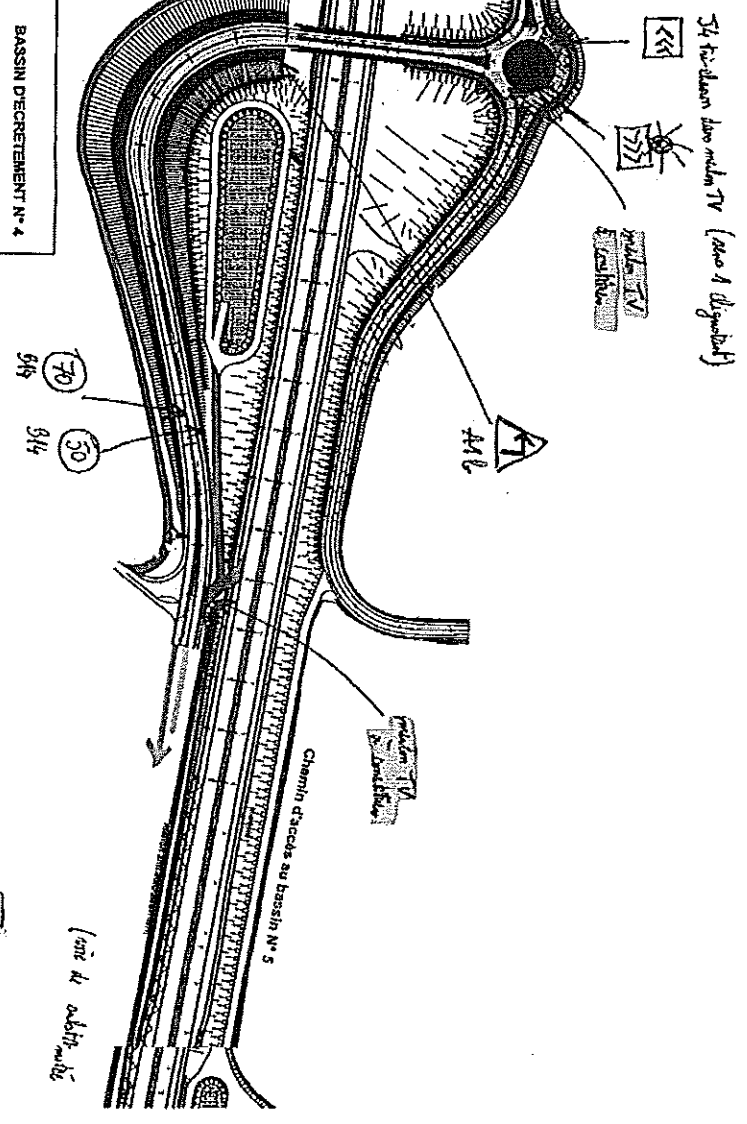
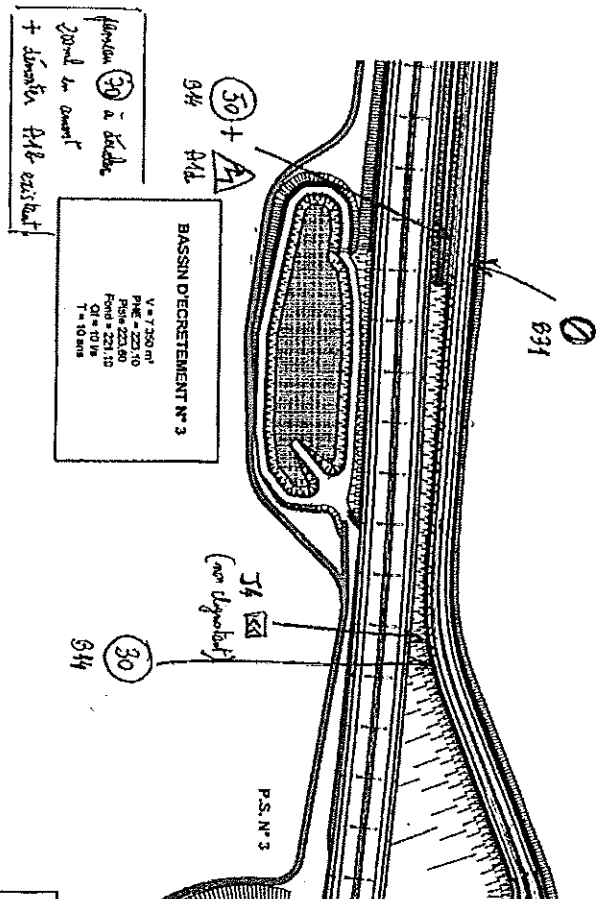
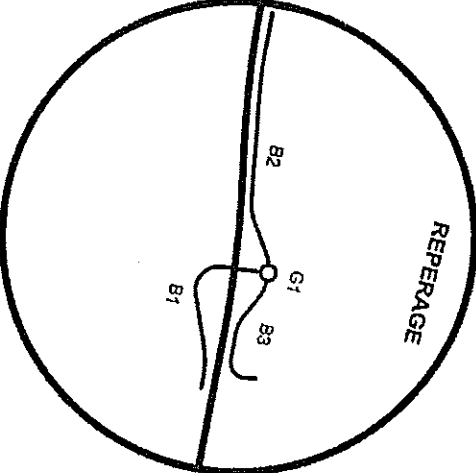


# RETABLISSMENT MAISON ROUGE



Annexe n°3 : Plans n°4 (annexes 7 → juin 2016)

# RETABLISSEMENT MAISON ROUGE



Memo 2  
 Memo 1

laine de roche





## PRÉFET DE LA NIÈVRE

DIRCE-SREX de Moulins  
District de la Charité-sur-Loire  
Tél : 03 86 70 92 50

Objet de l'arrêté : « Stationnement interdit et limitation de vitesse  
RN151 PR3+000 au PR4+000 Commune de La Charité-sur-Loire  
Réglementation temporaire de la circulation »

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2016-M-58-008

**LE PREFET DE LA NIEVRE**  
*Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code de la Route,
- VU le code de la voirie routière,
- VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- VU l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié approuvant les nouvelles dispositions du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie),
- VU l'arrêté du préfet de la Nièvre N° 2014 302-0002 du 29 octobre 2014 donnant délégation de signature à Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est,
- VU l'arrêté préfectoral de la Nièvre du 21 novembre 2014 portant subdélégation de signature en matière de gestion du domaine public routier et de circulation routière,
- VU la circulaire du 11 décembre 2015 relative au calendrier des jours « hors chantier » pour l'année 2016,
- VU la demande du président du moto club des Trois Tours en date du 04 janvier 2016,
- Considérant** que pour le bon déroulement des épreuves de moto-cross organisé par le moto-club des Trois Tours au lieu-dit « des Castines » commune de La Charité-sur-Loire, en bordure de la RN151 du PR3+000 au PR4+000 dans le sens deux, il y a lieu de réglementer la circulation afin de prévenir tout risque d'accident, de faciliter la bonne exécution de la manifestation et d'assurer un écoulement satisfaisant du trafic,
- Considérant** que la section concernée par la manifestation est située hors agglomération,
- Sur proposition de Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est,

## A R R E T E

**ARTICLE 1-** Pendant l'exécution de la manifestation sportive aux abords de la RN151, la circulation de tous les véhicules s'effectuera dans les conditions suivantes :

**Le stationnement sur la route nationale 151 sera interdit du PR3+000 au PR4+000.**

**La vitesse sera limitée à 50 km/h du PR 3+640 au PR 4+000 et une interdiction de dépasser sera mise en place.**

**ARTICLE 2 -** Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront le 28 mars 2016 de 7h00 à 20h00.

**ARTICLE 3 -** Certaines phases préparatoires ou de mise en place de la signalisation liée à la manifestation pourront nécessiter des réductions momentanées de chaussée ou des interruptions courtes de circulation.

**ARTICLE 4 -** Sur le parcours des sections soumises à ces restrictions provisoires, les conducteurs des véhicules devront le cas échéant, se conformer aux indications des Services de Police et des agents de la Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est, tant en ce qui concerne le trajet à suivre que l'arrêt s'il leur est prescrit.

**ARTICLE 5 -** Sans objet

**ARTICLE 6 -** La signalisation temporaire réglementaire, conforme à l'instruction interministérielle (Livre I - 8ème partie) approuvée par arrêté interministériel le 6 novembre 1992 et aux manuels du chef de chantier, sera mise en place par la DIR Centre-Est/SREX de Moulins/District de La Charité-sur-Loire (CEI de Clamecy), qui en assurera, sous sa responsabilité, le contrôle et la maintenance.

**ARTICLE 7 -** Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux dressés par les Forces de l'ordre.

**ARTICLE 8 -** Lors de l'achèvement de la manifestation et avant le rétablissement normal de la circulation, la chaussée devra être propre et satisfaire aux conditions normales de sécurité.

**ARTICLE 9 -** Le présent arrêté sera affiché aux abords immédiats de la manifestation.



**ARTICLE 10-**

- Le Colonel, Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Nièvre,
- Le Chef du PC de Moulins de la DIR Centre-Est,
- Le Chef du District de La Charité-sur-Loire de la DIR Centre-Est,
- Le Responsable de la manifestation, sous couvert du Chef du District de La Charité-sur-Loire de la DIR Centre-Est,

et tous les agents de la Force Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au :

- Préfecture de la Nièvre,
- Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Nièvre,
- Directeur du Service Départemental Incendie et Secours de la Nièvre,
- Chef du service SSPR de la DDT de la Nièvre,
- Maire de la Commune de La Charité-sur-Loire,
- Responsable de la division Transports du CRICR de Metz,
- Chef du Service Régional d'Exploitation de Moulins de la DIR Centre-Est,
- Chef du Service SES – Mission Politiques d'Exploitation de la DIR Centre-Est,

Nevers, le **04 FEV. 2016**

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour la Directrice Interdépartementale  
des Routes Centre-Est et par délégation,  
L'ingénieur en Chef des Travaux Publics de l'État,  
Chef du Service Régional d'Exploitation de Moulins,

  
Thierry MARQUET

